

SICAL

Société anonyme au capital de 11.105.753 Euros
69, rue du Docteur Pontier
62380 LUMBRES

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES
(Exercice clos le 31 décembre 2009)**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES
(Exercice clos le 31 décembre 2009)**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la Société **SICAL**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES :

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- ✓ la note 6.3.2 « Changement de méthode » de l'annexe des comptes consolidés qui indique les nouvelles normes que votre société a appliquées au cours de l'exercice 2009, relative d'une part au changement de présentation du compte de résultat (IAS 1 révisé) et d'autre part à l'adoption pour la première fois de la norme IFRS 8 – Secteurs opérationnels, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 et décrit dans la note 6.3.6 « Secteurs opérationnels »,
- ✓ la note 6.6.16. « Litiges et passifs éventuels » de l'annexe des comptes consolidés, laquelle fait état comme pour l'exercice précédent d'un litige opposant votre filiale roumaine ROMCARTON à l'AVAS - Autorité pour la valorisation des actifs de l'Etat - , et pour lequel la Société estime que ce risque n'a pas lieu d'être provisionné et demeure un passif éventuel en application de la norme IAS 37.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS :

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Principes et méthodes comptables :

- ✓ Ainsi qu'il est mentionné dans la note 6.3.2 « Changement de méthode » de l'annexe des comptes consolidés, un changement de méthode portant sur la présentation du compte de résultat a été opéré au cours de l'exercice 2009 en application de la norme IAS 1 révisée et sur la présentation de l'information sectorielle en application de la norme IFRS 8 – Secteurs opérationnels.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés du bien fondé et de la correcte application de ce changement de présentation ainsi que du caractère approprié de la présentation qui en est faite.

Estimations comptables :

- ✓ Comme précisé d'une part dans la note 6.3.3. « Estimations et hypothèses », et d'autre part dans la note 6.6.4 « Immeubles de placement » de l'annexe des comptes consolidés, votre Société a eu recours à certaines estimations concernant notamment la valorisation et la réalisation de tests de dépréciations des écarts d'acquisition, la détermination de la provision pour engagements de retraite et la valorisation des immeubles de placement. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par votre Société, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction et enfin, à vérifier que les notes aux états financiers donnent une information appropriée sur les hypothèses retenues par votre Société qui n'appelle pas d'observation particulière de notre part.
- ✓ Comme indiqué dans la note 6.6.11 « Ecart de conversion » de l'annexe des comptes consolidés, le traitement comptable de Sonapack a fait l'objet d'un changement de monnaie fonctionnelle, ses principales transactions étant réalisées en CFA.
Nous avons apprécié, au regard des normes comptables applicables et notamment IAS 28, les raisons du changement des modalités d'application opérées.
- ✓ La note 6.6.16. « Litiges et passifs éventuels » de l'annexe des comptes consolidés expose le litige opposant, depuis plusieurs années, la filiale roumaine de **SICAL, ROMCARTON**, à l'AVAS, lequel a fait l'objet, de la part de la Cour d'Appel, d'une décision d'une nouvelle expertise qui conclut dans son rapport en date du 15 février 2010 au respect par ROMCARTON des engagements contractuels pour la période litigieuse 1997-2000.
Nous avons apprécié, compte tenu de cette décision et des informations recueillies auprès de la Direction du Groupe, au regard des normes comptables applicables et notamment de la norme IAS 37, la décision de ne pas comptabiliser ce litige et enfin vérifié que les notes aux états financiers donnent une information appropriée sur ledit litige qui n'appelle pas d'observation particulière de notre part.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

.../

III. VERIFICATION SPECIFIQUE

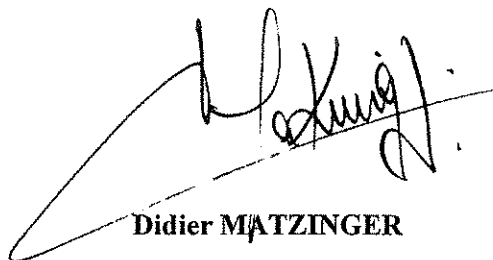
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Eckbolsheim et Paris, le 30 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

Institut Rhéna d'Expertise Comptable



Didier MATZINGER

A.A.C.E. Ile-de-France



Patrick UGHETTO

Annexes

SOMMAIRE

1.	Bilan	3
2.	Compte de résultat	5
3.	Tableau des flux de trésorerie	6
4.	Tableau de variation des capitaux propres	7
5.	Etat des profits et pertes consolidés	8
6.	Annexe aux comptes consolidés	9
6.1.	Informations relatives à la Société	9
6.2.	Faits significatifs	9
6.2.1.	Analyse de la performance du groupe	9
6.2.2.	Appréciation de la crise financière et facteurs de risque	13
6.2.3.	Perspectives 2010	14
6.3.	Principes et méthodes comptables	15
6.3.1.	Référentiel comptable	15
6.3.2.	Changement de méthode	16
6.3.3.	Estimation et hypothèses	16
6.3.4.	Base de préparation des états financiers	17
6.3.5.	Principes et méthodes de consolidation	17
6.3.6.	Secteurs opérationnels	18
6.3.7.	Ventilation des actifs et des passifs en courant/non courant	19
6.3.8.	Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	19
6.3.9.	Ecarts d'acquisition et regroupements d'entreprises	19
6.3.10.	Autres immobilisations incorporelles	19
6.3.11.	Immobilisations corporelles	20
6.3.12.	Immeubles de placement	20
6.3.13.	Suivi de la valeur des actifs non courants (hors actifs financiers)	20
6.3.14.	Stocks	21
6.3.15.	Créances clients et autres créances	21
6.3.16.	Les instruments financiers	21
6.3.17.	Trésorerie et équivalents de trésorerie	22
6.3.18.	Capitaux propres	22
6.3.19.	Avantages du personnel	22
6.3.20.	Provisions	23
6.3.21.	Passifs éventuels et litiges	23
6.3.22.	Impôts	24
6.3.23.	Reconnaissance des produits	24
6.3.24.	Contrat de location	24
6.3.25.	Coût des emprunts ou des dettes portant intérêts	24
6.3.26.	Endettement financier net	25
6.3.27.	Marge opérationnelle et résultat opérationnel	25
6.3.28.	Résultat par action	25
6.3.29.	Conversion des opérations en devise	25
6.4.	Périmètre de consolidation	27
6.4.1.	Liste des sociétés consolidées	27
6.4.2.	Variation de périmètre	27

6.5.	Dépréciation des actifs	28
6.5.1.	Dépréciation des actifs non financiers	28
6.5.2.	Dépréciation des actifs financiers	28
6.6.	Bilan	29
6.6.1.	Ecart d'acquisition	29
6.6.2.	Autres immobilisations incorporelles	30
6.6.3.	Immobilisations corporelles	32
6.6.4.	Immeubles de placement	34
6.6.5.	Autres actifs non courants	35
6.6.6.	Stocks et en-cours	36
6.6.7.	Créances clients et autres créances	37
6.6.8.	Autres actifs financiers courants	38
6.6.9.	Trésorerie et équivalents trésorerie	39
6.6.10.	Capital et informations sur le capital	40
6.6.11.	Ecart de conversion	41
6.6.12.	Passifs financiers	41
6.6.13.	Analyse de l'endettement financier net	44
6.6.14.	Provision pour engagement de retraite	45
6.6.15.	Autres provisions	46
6.6.16.	Litiges et passifs éventuels	47
6.6.17.	Dettes fournisseurs et autres dettes	47
6.7.	Compte de résultat	48
6.7.1.	Résultat opérationnel	48
6.7.2.	Coût de l'endettement net	49
6.8.	Autres informations	50
6.8.1.	Effectif du groupe	50
6.8.2.	Impôts	50
6.8.3.	Résultat net par action	52
6.8.4.	Parties liées	53
6.8.5.	Honoraires des commissaires aux comptes	55
6.8.6.	Evénements postérieurs à la clôture	55
6.9.	Risques portés par les instruments financiers	56
6.9.1.	Analyse des covenants	56
6.9.2.	Résultat des instruments financiers	56
6.9.3.	Echéancier des actifs passifs financiers	58
6.9.4.	Classement des actifs passifs financiers par catégorie définie par IAS 39	59
6.9.5.	Engagements hors bilan par échéance	61
6.9.6.	Maturité des dettes financières sur la base des paiements contractuels	62
6.9.7.	Variation des provisions sur créances clients et autres créances	63
6.9.8.	Créances clients en souffrance	63
6.10.	Secteurs opérationnels	64
6.10.1.	Secteurs opérationnels du compte de résultat	64
6.10.2.	Secteurs opérationnels du bilan	66

1. Bilan

ACTIF (en K€)

BILAN ACTIF

	Notes	31/12/2009	31/12/2008
ACTIFS NON COURANTS		148 013	149 393
Ecarts d'acquisition	6.6.1	5 323	5 319
Immobilisations incorporelles	6.6.2	2 050	1 288
Immobilisations corporelles	6.6.3	135 022	141 985
Immeubles de placement	6.6.4	5 049	84
Autres actifs non courants	6.6.5	568	717
ACTIFS COURANTS		86 474	98 651
Stocks et en-cours	6.6.6	28 690	33 671
Créances clients et comptes rattachés	6.6.7	41 954	45 950
Autres créances courantes	6.6.7	9 447	12 859
Créance d'impôt sur les sociétés	6.8.2	171	874
Autres actifs financiers évalués à la juste valeur	6.6.8	230	2 013
Trésorerie et équivalent de trésorerie	6.6.9	5 983	3 284
TOTAL ACTIF		234 487	248 044

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

PASSIF (en K€)

BILAN PASSIF

	Notes	31/12/2009	31/12/2008
CAPITAUX PROPRES		113 492	107 726
CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE		110 150	103 417
Capital	6.6.10	11 106	11 048
Primes d'émission		14 923	14 923
Réserves consolidées groupe		83 415	68 470
Résultat de l'exercice groupe		4 728	13 236
Ecart de conversion	6.6.11	- 4 022	- 4 259
CAPITAUX PROPRES - INTERETS MINORITAIRES		3 341	4 309
Intérêts minoritaires / capitaux propres		3 353	4 378
Intérêts minoritaires / résultat		- 11	- 69
PASSIFS NON COURANTS		37 018	43 678
Emprunts et dettes financières à plus d'un an	6.6.13	13 652	17 456
> Dont emprunts auprès des établissements de crédit	6.6.12	11 049	13 758
> Dont autres	6.6.12	2 603	3 697
Impôt différé passif (1)	6.8.2	7 783	8 066
Dettes auprès des actionnaires	6.6.12	12 122	12 122
Provision pour engagement de retraite	6.6.14	2 105	2 120
Autres provisions à long terme	6.6.15	874	3 391
Autres dettes à plus d'un an	6.6.17	482	523
PASSIFS COURANTS		83 977	96 639
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	6.6.13	38 963	49 493
> Dont emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6.6.12	37 333	46 336
> Dont autres	6.6.12	1 630	3 157
Dettes d'impôt exigible	6.8.2	828	243
Dettes fournisseurs et autres dettes	6.6.17	28 795	31 453
Provisions à court terme	6.6.14-15	3 262	227
Autres dettes à moins d'un an	6.6.17	12 130	15 222
TOTAL PASSIF		234 487	248 044

(1) Les impôts différés actif et passif sont compensés.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

2. Compte de résultat

(en K€)

	Notes	31/12/2009	31/12/2008
Chiffre d'affaires		173 856	202 504
Coût des biens (et services) vendus		- 79 307	- 97 612
Frais généraux et commerciaux		- 84 312	- 89 320
MARGE OPERATIONNELLE	6.7.1	10 237	15 573
Autres produits opérationnels		1 033	9 933
Autres charges opérationnelles		- 1 924	- 4 731
RESULTAT OPERATIONNEL	6.7.1	9 346	20 774
Autres produits et charges nets	6.7.2	- 609	- 1 517
Produits sur prêts et placements de trésorerie	6.7.2	126	167
Charges de financement	6.7.2	- 3 485	- 5 850
RESULTAT AVANT IMPOI		5 377	13 575
Impôts courants	6.8.2	- 1 019	- 602
Impôts différés	6.8.2	359	194
RESULTAT NET		4 717	13 167
RESULTAT NET PART DU GROUPE		4 728	13 236
- Part des minoritaires		-11	- 69
R.N.P.G. de base par action (en €)	6.8.3	1.29	3.63
R.N.P.G. dilué par action (en €)	6.8.3	1.29	3.63

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

3. Tableau des flux de trésorerie

(en K€)

	31/12/2009	31/12/2008
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		
Résultat net avant impôt et avant intérêts nets	7 884	19 208
Elimination des amortissements et dépréciations	8 311	10 917
Reprises de badwill	- 437	- 1 302
Elimination de la variation de juste valeur	- 22	38
Elimination de la variation des avantages au personnel	199	- 162
Elimination de la variation d'impôt différé	- 359	- 194
Elimination des résultats de cession	- 2 069	- 8 703
Frais d'augmentation de capital	-	-
Marge brute d'autofinancement	13 507	19 802
Impôt payé	287	- 537
Variation des actifs et passifs liés à l'activité	9 477	- 5 547
TOTAL DES FLUX DE TRESORERIE OPERATIONNELS	23 271	13 718
Flux de trésorerie des activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisation	- 7 415	- 3 997
Cession d'immobilisation	5 602	3 529
Variations de périmètre	-	17 834
Intérêts reçus	187	167
TOTAL DES FLUX DE TRESORERIE D'INVESTISSEMENT	- 1 626	17 533
Flux de trésorerie des activités de financement		
Augmentation / réduction de capital	-	-
Dividendes distribués aux actionnaires de la société mère	- 729	-
Dividendes distribués aux minoritaires des sociétés intégrées	- 112	- 221
Emission d'emprunts et dettes financières	3 930	3 716
Remboursement d'emprunts et dettes financières	- 10 373	- 10 366
Variation des concours bancaires	- 7 356	- 21 639
Intérêts payés	- 3 641	- 5 671
TOTAL DES FLUX DE TRESORERIE DE FINANCEMENT	- 18 281	- 34 181
VARIATION DE TRESORERIE (note 6.6.9)	3 364	- 2 930
Incidence des variations de cours des devises	- 2	- 87
Trésorerie d'ouverture	2 621	5 638
Trésorerie de clôture	5 983	2 621
Trésorerie réelle d'ouverture	2 621	5 638
VMP :	-	213
Disponibilités :	3 284	5 425
Découvert bancaire	- 663	-
Trésorerie réelle de clôture	5 983	2 621
VMP :	-	-
Disponibilités :	5 983	3 284
Découvert bancaire	-	- 663

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

4. Tableau de variation des capitaux propres

(en K€)

	Capital	Prime d'émission	Part du groupe		Total part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
			Réserves (1)	Résultat			
Au 1^{er} janvier 2008 - IFRS	11 048	14 923	70 945	- 5 395	91 520	6 145	97 666
Affectation et distribution	-	-	- 5 395	5 395	0	- 221	- 221
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	13 236	13 236	- 69	13 167
Variation de périmètre (3)	-	-	3	-	3	- 1 508	- 1 505
Corrections comptables	-	-	- 8	-	- 8	- 1	- 9
Autres (2)	-	-	- 1 335	-	- 1 335	- 37	- 1 373
Au 31 décembre 2008 - IFRS	11 048	14 923	64 211	13 236	103 417	4 309	107 726
Affectation et distribution	-	-	12 507	-13 236	- 729	- 112	- 841
Augmentation de capital	58	-	285	-	343	-	343
Ecart de réévaluation	-	-	2 177	-	2 177	-	2 177
Résultat de l'exercice	-	-	-	4 728	4 728	- 11	4 717
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	- 844	- 844
Corrections comptables	-	-	2	-	2	-	2
Autres (2)	-	-	212	-	212	- 1	211
Au 31 décembre 2009 - IFRS	11 106	14 923	79 393	4 728	110 149	3 341	113 492

(1) Comprennent les différences de conversion

(2) Correspondent principalement aux écarts de conversion

(3) Rachat de l'ensemble des titres aux actionnaires minoritaires de la société Ambro

Sical a réalisé une augmentation de capital commentée à la note 6.6.10.

L'écart de réévaluation est commenté à la note 6.6.4.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

5. Etat des profits et pertes consolidés

(en K€)

	31/12/2009	31/12/2008
Ecart de conversion	253	- 1 465
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	-	-
Impôts sur éléments comptabilisés directement en capitaux propres	-	-
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-
Résultat de la période	4 717	13 167
Total des produits et charges comptabilisés sur la période	4 970	11 702
Dont :		
• Part revenant aux actionnaires de la société	4 976	11 811
• Part revenant aux intérêts minoritaires	- 6	- 109

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

6. Annexe aux comptes consolidés

6.1. Informations relatives à la Société

Le groupe SICAL et ses filiales fabriquent, distribuent et commercialisent à titre principal des matériaux papiers, carton destinés pour l'essentiel à l'emballage. Son siège social est au 69, rue du Docteur Pontier à Lumbres (62380).

Le groupe SICAL est coté sur la place Euronext de Paris sur le marché Eurolist (compartiment C).

Le pourcentage du capital de la société SICAL émis sur le marché s'élève à 9,56% au 31 décembre 2009 contre 9,90% au 31 décembre 2008.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés le 29 avril 2010 par le conseil d'administration et seront approuvés par l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra le 22 juin 2010.

Sical est la société mère du groupe. Elle est contrôlée par le groupe ROSSMANN à hauteur de 90,46% en 2009 contre 90,10% en 2008, actions de concert incluses. Le groupe ROSSMANN n'est pas coté, mais il établit également ses comptes consolidés conformément aux normes IFRS approuvées par l'Union Européenne.

La société Rossmann avait une participation de 26% dans le groupe SICAL au 31 décembre 2008, participation qui a été cédée en 2009 à deux entités filiales de la société Rossmann.

6.2. Faits significatifs

6.2.1. Analyse de la performance du groupe

La contraction des marchés constatée fin 2008 s'est poursuivie en 2009 ; elle a plus spécifiquement affecté le secteur industriel. L'activité du pôle Afrique n'a pas été impactée.

Les performances des activités d'emballage se sont maintenues par rapport à 2008, car la dégradation du prix de vente a été compensée par une baisse du coût matière. La baisse générale de la consommation des papiers pour cartons ondulés a entraîné une chute importante des prix et les résultats de l'activité papetière du Groupe sont négatifs.

L'activité de l'exercice 2009 a permis au Groupe de consolider son désendettement.

Au-delà, le groupe est organisé de façon à apporter à chacune de ses entités une synergie commerciale, une force de négociation, grâce à la centralisation des achats principaux, ainsi qu'une capacité à créer de nouveaux produits, par une collaboration efficiente des cellules ERD (Etudes, Recherches et Développement) de chacune des entités.

Les résultats sociaux des entités du groupe sont détaillés ci-après :

Pôle SICAL :

(en K€)				
Au 31 décembre 2009	Sical	Nord Carton	Servibox	Polypor
Chiffre d'affaires	58 110	5 520	11 083	5 178
Résultat d'exploitation	5 137	277	119	7
Résultat net	3 583	49	34	- 218

Au 31 décembre 2008	Sical	Nord Carton	Servibox	Polypor
Chiffre d'affaires	70 939	6 068	13 045	5 582
Résultat d'exploitation	5 709	264	266	155
Résultat net	1 523	153	138	93

Sical :

Sur un marché en repli de 6% sur l'année 2009, la division carton de Sical maintient quasiment son activité sur la région (-2,3%) mais subit un repli important (-17%) sur la Belgique. Le repli des prix de 10% en moyenne

du carton entraîne une baisse du chiffre d'affaires de 15% mais la baisse des coûts des matières très importante permet l'amélioration significative du résultat d'exploitation. Concernant la division papier, la baisse très violente des prix sur le marché entraîne une chute très importante du résultat d'exploitation qui est lourdement négatif à - 2 175 K€. Au 31 décembre 2009, le résultat d'exploitation total est en baisse de 10% par rapport à 2008. Le résultat net 2009 est obéré par des abandons de créances au profit des filiales Ambro et Kadem, à hauteur respectivement de 1 500 K€ et de 843 K€, contre 3 600 K€ et 1 130 K€ en 2008.

Nord Carton :

En 2009, Nord Carton a été confrontée à la baisse de la consommation. Le chiffre d'affaires réalisé s'élève à 5 520 K€ (- 9.0%) ; le résultat d'exploitation progresse de 5.0% et ressort à + 277 K€. Le résultat net comptable est en baisse, passant de + 153 K€ en 2008 à + 49 K€ en 2009.

Le rachat, suite à la fin du crédit bail, de son bâtiment d'exploitation a généré une charge d'impôt de 120 K€ qui s'imputera sur les résultats futurs jusqu'à la fin de l'exercice 2017.

A fin mars 2010, malgré une conjoncture économique difficile, le chiffre d'affaires progresse fortement et le résultat demeure positif.

Servibox :

Servibox a perdu 15% de son chiffre d'affaires par rapport à 2008 et ressort à 11 083 K€. Le résultat d'exploitation ressort à 119 K€ (-55.3%) et le résultat net global demeure positif à 34 K€ contre 138 K€ à fin 2008.

A fin mars 2010, l'activité reprend 4% en volume et 1% en Chiffre d'Affaires, et le Résultat d'Exploitation progresse à 54 K€ contre 30 K€ à fin mars 2009.

Polypor :

En 2009, Polypor a connu un retrait tant de son volume d'activité que de ses prix. Le chiffre d'affaires d'un montant de 5 178 K€, est en baisse de 7.2% par rapport à celui de l'exercice 2008. Le résultat d'exploitation ressort à + 7 K€ par rapport à + 155 K€ pour l'exercice précédent. Le résultat net comptable est négatif à - 218 K€ contre + 93 K€ pour l'exercice précédent.

Le rachat, suite à la fin du crédit bail, de son bâtiment d'exploitation a généré une charge d'impôt de 177 K€ qui s'imputera sur les résultats futurs jusqu'à la fin de l'exercice 2019.

Pour 2010, dans un contexte économique toujours difficile, le chiffre d'affaires est en recul et les résultats dégagés à fin mars 2010 sont légèrement négatifs.

Pôle Afrique :

(en K€)				
Au 31 décembre 2009	Sonaco	Sonacsb	Sonapack	PPBCI
Chiffre d'affaires	28 723	1 707	4 643	110
Résultat d'exploitation	1 730	11	- 412	52
Résultat net	428	4	- 557	39

Au 31 décembre 2008	Sonaco	Sonacsb	Sonapack	PPBCI
Chiffre d'affaires	29 754	1 754	400	110
Résultat d'exploitation	1 959	4	- 530	52
Résultat net	799	3	- 716	39

Sonaco :

En 2009, Sonaco enregistre une baisse de son chiffre d'affaires de -3.5%, tant sur les secteurs ananas, -11%, industriel, -2.5% que cartonniers, -21%. Le volume du secteur de la banane est en hausse de +5.6% par rapport à 2008.

Le résultat d'exploitation est de 6.0% du Chiffre d'Affaires à 1 730 K€ contre 1 959K€ en 2008. Le résultat net comptable ressort à 428 K€ contre 799 K€ pour l'exercice 2008.

Les investissements réalisés au titre de l'exercice 2009 se sont élevés à 622 K€. Ils ont concerné notamment un combiné ficeleuse et ses périphériques, un sécheur d'air, divers matériels bureautique et informatique et divers aménagements électrique.

Le premier trimestre de 2010 enregistre un retrait de l'activité en volume et en valeur. Par contre, le résultat d'exploitation progresse de 55.5% à + 869 K€.

Sonaceb :

L'année 2009 s'est donc déroulée encore dans un contexte assez difficile, marqué par un ralentissement du secteur agricole - 14% mais compensé par une progression du secteur industriel de + 3%.

Au niveau des ventes, le chiffre d'affaires réalisé a connu une baisse de 2.7%. Le résultat avant impôt réalisé au titre de l'exercice 2009 est de 7 K€ contre un résultat de 4 K€ pour le précédent.

Les investissements réalisés en 2009 se sont élevés à 31 K€ et ont concerné principalement une ficeleuse et divers matériels informatique.

Le premier trimestre de l'exercice 2010 enregistre une progression de volume de 11.9%. Par contre le chiffre d'affaires ne progresse que de 2.4%. L'exploitation demeure équilibrée.

Sonapack :

L'activité de production de Sonapack qui a démarré en juillet 2008 au Ghana a poursuivi son développement. Comme nous l'avions annoncé avec l'acquisition en mars 2009 de l'outil industriel et le portefeuille client de GPPI (925 K€), Sonapack a réussi à maîtriser ses coûts à partir du deuxième semestre et développer son activité. Pour l'exercice complet 2009, le Chiffres d'Affaires est de 4 643 K€ contre 400 K€ pour l'exercice 2008. L'activité de 2009 se répartit pour deux tiers avec le secteur industriel et pour un tiers avec le secteur agricole. Le résultat net, après prise en compte des pertes de change, est de - 557 K€ pour l'exercice 2009, contre - 716 K€ au 31 décembre 2008.

Le premier trimestre 2010 ne peut être comparé utilement avec celui de 2009. Il s'inscrit dans la tendance observée depuis le début du second semestre de 2009. Le résultat d'exploitation du premier trimestre est positif +69K€.

Pôle Roumanie :

(en K€)			
Au 31 décembre 2009	Ambro	Romcarton	Rompackaging
Chiffre d'affaires	17 585	18 514	-
Résultat d'exploitation	3 217	- 381	-
Résultat net	3 424	- 827	-

Au 31 décembre 2008	Ambro	Romcarton	Rompackaging
Chiffre d'affaires	20 244	25 816	-
Résultat d'exploitation	768	741	-
Résultat net	4 042	- 315	1

Ambro :

Le volume de papier pour ondulés produit par Ambro a progressé de 35% alors que dans le même temps son activité en emballage à régressé de 17%. Du fait de la baisse du prix de vente du papier, le chiffre d'affaires global baisse de 13.1% à 17 585 K€. Le résultat net ressort à +3 424K€ contre 4 042 K€ en 2008.

Une partie du résultat bénéficiaire d'Ambro est dû à un abandon de créances de Sical pour un montant de 1 500 K€ ; en 2008, AMBRO avait bénéficié d'un abandon de créance de 3 600K€.

A fin 2009, les conditions de démarrage de l'activité kraft liner ne sont pas réunies. Toutefois, certains indicateurs évoluent favorablement sans pour autant conduire à une reprise de cette activité dans les prochains mois.

Les premiers mois de l'exercice 2010 sont plus difficiles que ceux de 2009. Le volume de l'activité papier est en hausse de 30% et celle du carton ondulé de 12%. Toutefois, du fait d'une très forte concurrence, qui a pour effet de faire baisser les prix de vente, le chiffre d'affaires ne progresse que de 5%. Le résultat d'exploitation est négatif à - 77 K€.

Les investissements de l'exercice 2009 se sont élevés à 874 K€, concernant notamment l'aménagement de la lagune anorganique, le lavage des gaz et divers matériels de papeterie et de cartonnerie.

Romcarton :

Le marché du carton ondulé en Roumanie a régressé en 2009 et de nouvelles capacités de production sont entrées en fonction. Dans ce contexte, Romcarton a enregistré une baisse de son volume et son chiffre d'affaires est en recul de 28.3% à 18 514 K€ contre 25 816 K€ en 2008. Le résultat net ressort à - 827 K€ contre - 315 K€ pour l'exercice 2008.

Bien que les premiers mois de 2010 enregistrent une reprise de l'activité, le chiffre d'affaires est en recul par rapport à celui du premier trimestre 2009 du fait d'une baisse du prix de vente due à une forte pression concurrentielle. Le résultat d'exploitation ressort à - 305 K€ à fin mars 2010.

Les investissements engagés au titre de l'exercice 2009 se sont élevés à 232 K€ pour divers matériels et outillages.

Pôle Kadem :

(en K€)

Kadem	Au 31 décembre 2009	Au 31 décembre 2008
Chiffre d'affaires	16 989	19 227
Résultat d'exploitation	212	- 638
Résultat net	603	87

Kadem, confrontée à un marché espagnol en recul de 9 % en 2009 résiste bien avec une réduction d'activité limitée à 5 %. L'essentiel de ce recul s'explique par l'abandon volontaire du marché des plaques. Dans le secteur du carton transformé, Kadem maintient ses positions de marché. Le résultat net comptable s'élève à fin décembre 2009 à 603 K€ après un abandon de créance de Sical de 843 K€.

Les premiers mois de 2010 sont en progression d'activité mais les résultats négatifs dégagés, bien que réduits par rapport à 2009, sont impactés par la hausse des matières premières alors que les hausses des prix de vente de carton ondulé n'ont pas encore produit leur plein effet. Le marché espagnol ne génère pas de signe de reprise sur le premier semestre 2010.

Les investissements réalisés au cours de l'exercice 2009 se sont élevés à 563 K€, hors formes et clichés d'un montant de 193 K€ qui seront amortis sur 3 ans.

Pôle Valscius :

(en K€)

Au 31 décembre 2009	Valscius	Simar
Chiffre d'affaires	20 683	155
Résultat d'exploitation	- 1 502	67
Résultat net	- 1 892	67

Au 31 décembre 2008	Valscius	Simar
Chiffre d'affaires	26 735	155
Résultat d'exploitation	113	66
Résultat net	- 1	66

Valscius a été absorbé par Sical sa maison mère en date du 17 décembre 2009. Sur l'exercice 2009, Valscius a connu une baisse de 22 % de son chiffre d'affaires en 2009. Cette diminution s'explique essentiellement par la baisse de l'activité des clients, d'une part, et par la fermeture ou la délocalisation de site de production, d'autre part. Une politique de réduction des effectifs a été menée avec un plan de sauvegarde de l'emploi réalisé pour les établissements de Saint Etienne et de Meaux.

Pôle Rawibox :

(en K€)

Rawibox	Au 31 décembre 2009	Au 31 décembre 2008
Chiffre d'affaires	10 186	14 199
Résultat d'exploitation	1 196	1 961
Résultat net	794	1 305

En 2009, cette filiale a réalisé un chiffre d'affaires de 10 186 K€ en diminution de 28.3 % par rapport à 2008 ; le taux moyen de conversion du PLN ayant augmenté de 23% par rapport à 2008, le chiffre d'affaires a baissé de -11 % en PLN.

Le bénéfice net est en retrait par rapport à l'exercice précédent à 794 K€ contre 1 305 K€.

A fin mars 2010, le volume est en augmentation de 23,1 %. Le résultat d'exploitation est en recul du fait des hausses des matières premières qui n'ont pas encore été répercutées chez les clients, il reste positif à 8,6 K€.

Les principaux investissements de fonctionnement engagés au titre de l'exercice 2009 se sont élevés à 145 K€ et concernaient le Curioni 2000 ainsi que l'achat d'une mitrailleuse, d'une ficeleuse et d'une balance électronique.

6.2.2. Appréciation de la crise financière et facteurs de risque

• Risques associés à la crise financière

La crise des marchés financiers n'a globalement pas affecté le Groupe. Pour autant, les conséquences économiques de cette crise ont entraîné des baisses de consommation et l'érosion des prix de vente.

Au 31 décembre 2009, la part des emprunts à taux fixe dans le total des emprunts est de 16 %, contre 23,23 % au 31 décembre 2008.

Le Groupe n'effectue aucune opération de couverture au moyen d'instruments dérivés.

Au 31 décembre 2009, le Groupe respecte la totalité des covenants. A la connaissance du Groupe, les établissements de crédit, contrepartie prêteuse du Groupe SICAL, ne sont pas significativement exposés au risque porté par des instruments « sub-prime » et « Maddof », et possèdent des ratios de solvabilité satisfaisants.

L'exposition au risque devise n'a pas évolué par rapport à celle décrite au 31 décembre 2008. Le Groupe considère qu'il est peu sensible à ce risque.

Le résultat consolidé démontre les capacités de résistance du Groupe face à la crise.

Une détérioration plus importante de l'environnement économique mondial et des marchés financiers aurait un effet défavorable sur le chiffre d'affaires, les résultats, la capacité d'autofinancement et les perspectives du Groupe. La situation financière de la société mère et de ses filiales, consécutive à la stratégie de maîtrise des coûts et des investissements amorcée depuis plusieurs années, permet au Groupe de contenir les effets de cette crise conjoncturelle qui est analysée avec attention et sérénité.

• Risques opérationnels et industriels

Avec près de la moitié de ses activités en dehors de France, le Groupe est soumis aux risques inhérents à des activités internationales, notamment des risques économiques, politiques et opérationnels qui peuvent, dans certains cas, avoir un effet négatif sur l'activité, les résultats et la situation financière du Groupe. Au 31 décembre 2009, les évolutions futures de l'environnement politique, juridique ou réglementaire des pays dans lesquels le groupe est présent ne sont pas de nature à permettre l'identification de facteurs de risques significatifs. Les activités industrielles et les produits développés par le groupe SICAL ne présentent pas de risques significatifs.

Par rapport à la situation développée à fin 2008 aucune modification notable n'est intervenue, tant en terme d'activité industrielle qu'en terme de produits.

En matière d'environnement, les sociétés du groupe SICAL respectent les normes en vigueur dans les différents pays où elles sont présentes.

• Risques de marché

- Risque de liquidité

Le groupe SICAL gère le risque de liquidité lié à la dette nette globale du Groupe. En outre, certaines filiales comme Ambro, Rawibox, Nord Carton, Sonaco et Kadem gèrent leur financement à long terme directement. L'objectif guidant la gestion du risque de liquidité est de garantir le renouvellement des financements du Groupe en optimisant ses coûts financiers et en s'assurant du respect de covenants.

Les dettes à long terme, hors dettes aux actionnaires (cf. note 6.6.12), sont composées d'emprunts auprès d'établissements de crédit. Les dettes à court terme sont composées de concours bancaires courants. Certaines entités ont eu recours à des opérations de refinancements de leurs créances.

La note 6.9 de l'annexe aux comptes consolidés présente un détail de l'ensemble des dettes du Groupe par nature et par échéance. Elle précise aussi les caractéristiques principales des programmes de financement et des lignes de crédit confirmées à disposition du groupe.

- Risque de taux

Le risque de taux global est géré pour la dette nette consolidée du Groupe avec comme objectif principal de garantir le coût financier de la dette à moyen terme et, dans le respect de cet objectif, d'optimiser le coût financier annuel de la dette. Le groupe n'a pas souscrit d'instruments de couverture de taux.

- Risque de change

Le risque de change est porté principalement par les filiales étrangères situées au Ghana, en Pologne et en Roumanie. Ce risque est considéré comme mineur par le groupe. Le groupe n'a pas souscrit d'instrument de couverture de change.

- Risque de crédit

La politique du Groupe est de limiter son exposition en ne faisant appel qu'aux institutions financières réputées et en surveillant leurs qualités financières.

Le risque de crédit sur les clients du Groupe est limité en raison d'une part, du nombre important de clients et d'autre part, de la diversité des secteurs d'activité et des implantations géographiques. Les dépassements d'échéances de paiement sont analysés régulièrement et font l'objet d'une dépréciation des créances le cas échéant. Néanmoins, au regard de la situation économique actuelle, le risque de crédit clients pourrait s'accroître sensiblement.

- Couverture de risques assurés

Le Groupe transfère ses risques aux assureurs lorsque leur couverture s'avère nécessaire. La politique du Groupe en matière de protection des biens et de ses revenus contre des risques accidentels repose sur, d'une part, des procédures de prévention pour le personnel, les bâtiments et les machines et d'autre part, la souscription de contrats d'assurances. Les principaux contrats sont constitués d'assurances de dommages couvrant les biens et pertes d'exploitation associées. Ces contrats couvrent aussi la responsabilité civile liée à l'exploitation et aux produits commercialisés. Toutes les entités incluses dans le périmètre de consolidation sont soumises à cette politique de gestion des assurances.

6.2.3. Perspectives 2010

La crise économique et financière de fin 2008 a affecté la consommation de nos produits en 2009. On peut s'attendre, en 2010, à défaut d'une légère reprise de consommation, à la stabilité des volumes.

Compte tenu de la hausse du prix de vente des papiers pour emballages, une baisse de rentabilité des activités d'emballages est probable. En effet, la restructuration des prix de vente des emballages, comme suite de la hausse des matières premières, ne sera significative qu'au cours du second semestre 2010.

Dans ce contexte, le Groupe demeure attentif à la pertinence de ses investissements et à leur adéquation à ses différents marchés. De plus, le désendettement se poursuivra en 2010.

Bien qu'envisageant une érosion de ses marges commerciales, le Groupe prévoit un résultat net positif.

6.3. Principes et méthodes comptables

6.3.1. Référentiel comptable

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2009 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm. Ces principes comptables sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2008, à l'exception des changements de méthode consistant en l'adoption d'une part de la norme IAS 1 révisée relative au compte de résultat global (Etat des profits et pertes consolidés) et d'autre part, de la norme IFRS 8 relatives à la présentation des segments opérationnels.

Normes et interprétations en vigueur au 1er janvier 2009 ayant des incidences significatives sur les méthodes de comptabilisation et d'évaluation sur les états financiers consolidés du groupe :

- La norme IFRS 8 relative aux segments opérationnels
- L'application de la norme IAS 1 révisée relative à la Présentation des états financiers a conduit le groupe à compléter le compte de résultat consolidé par un état présentant les autres éléments du résultat global, à savoir les charges et produits directement reconnus en capitaux propres ;
- Les textes d'améliorations des IFRS (mai 2008)

Ces améliorations n'ont pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

Normes et interprétations en vigueur au 1er janvier 2009 et n'ayant pas eu d'incidence significative sur les méthodes de comptabilisation et d'évaluation ni sur les états financiers consolidés du Groupe :

- Amendements IAS 23 : coûts d'emprunt – capitalisation obligatoire des coûts d'emprunt pour les actifs qui exigent une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisés ou vendus, option que retenait déjà le groupe par le passé
- Amendements IAS 32 et IAS 1 : amendements relatifs aux instruments financiers remboursables au gré du porteur et obligations à la suite d'une liquidation ;
- Amendements d'IFRS 1 et d'IAS 27 : Coût d'une participation dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entreprise associée contrôlée conjointement ou une entreprise associée ;
- Amendements d'IFRS 2 : Conditions d'acquisition des droits et annulations ;
- IFRIC 11 : Actions propres et transactions intra-groupe dont la suppression est programmé au 1^{er} janvier 2010 ;
- IFRIC 13 : Programmes de fidélisation des clients ;
- IFRIC 14 : Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction ;
- IFRIC 15 : Accords pour la construction d'un bien immobilier

Normes et interprétations n'ayant pas été appliquées par anticipation et dont l'application obligatoire est postérieure au 1^{er} janvier 2009 :

- IAS 27R : Etats financiers consolidés et individuels
- IFRS 3R : Regroupements d'entreprises (phase 2) Le groupe n'anticipe pas, à périmètre constant, d'impacts significatifs sur ses comptes consolidés.
- Amendements IAS 39 : Instruments financiers : comptabilisation et évaluation des éléments couverts éligibles
- IFRIC 9, amendement à IAS 39 : Dérivés incorporés
- IFRIC 12 : Accord de concessions de services ;
- IFRIC 16 : Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger
- IFRIC 17 : Distribution d'actifs non monétaires aux actionnaires
- IFRIC 18 : Transfert d'actifs provenant de clients

- Amendements à IAS 32 et à IAS 1 : Instruments financiers remboursables au gré du porteur et obligations à la suite d'une liquidation

Normes et interprétations n'ayant pas été adoptées par l'Union Européenne :

- IFRIC 19 : Extinction de dettes financières par émission d'instruments de capitaux propres
- Amendement d'IAS 39 – Instruments financiers : comptabilisation et évaluation – Eléments éligibles à la couverture
- IFRS 1 Révisée – Première adoption des normes internationales d'information financières
- Amendement d'IFRS 1 – Exemptions additionnelles pour les premiers adoptants
- Amendement d'IFRS 2 – Transactions de groupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglés en trésorerie
- Améliorations des IFRS (avril 2009)
- Amendement d'IAS 32 – Classement des droits de souscription émis
- IAS 24 Révisée – Informations sur les parties liées
- IFRS 9 – Instruments financiers (phase 1 : classification et évaluation des actifs financiers), révision de la norme IAS 39 actuellement applicable

Le processus de détermination des impacts sur les comptes consolidés du groupe est en cours. Le groupe n'anticipe pas, à ce stade de l'analyse, d'impacts significatifs sur ses comptes consolidés à l'exception d'IFRS 9, relative à l'évaluation et la comptabilisation des instruments financiers en remplacement de la norme IAS 39.

6.3.2. Changement de méthode

• **IAS 1 révisée : Présentation des états financiers**

L'application de la norme IAS 1 révisée relative à la présentation des états financiers a conduit le Groupe à compléter le compte de résultat consolidé par un état présentant les autres éléments du résultat global, à savoir les charges et produits directement reconnus en capitaux propres.

• **IFRS 8 : Segments opérationnels**

Le Groupe adopte pour la première fois la norme IFRS 8 – secteurs opérationnels. En effet, La norme comptable internationale IFRS 8 relative aux secteurs opérationnels homologuée par le règlement CE n° 1358/2007 du 21 novembre 2007 est applicable pour les exercices ouverts au 1^{er} janvier 2009.

6.3.3. Estimation et hypothèses

Pour préparer les informations financières conformément aux principes comptables généralement admis, la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent, d'une part, les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif ainsi que les informations fournies sur les actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et d'autre part, les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice.

L'année 2009 a connu une crise économique et financière. En 2009, l'activité économique s'est maintenue grâce au niveau constant du nombre des clients. Néanmoins, il est difficile d'anticiper quelle sera l'évolution de l'économie dans les mois et années à venir.

La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière régulière sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances. Celles-ci constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments de produits et de charges et d'actif et de passif. Ces estimations ont une incidence sur les montants de produits et de charges et sur les valeurs d'actifs et de passifs. Il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement être différents des estimations retenues.

Les principaux éléments qui requièrent des estimations établies à la date de clôture sur la base d'hypothèses d'évolution future et pour lesquels il existe un risque significatif de modification matérielle de leur valeur telle qu'enregistrée au bilan à la date de clôture concernent :

Valorisation des incorporels

- l'évaluation des écarts d'acquisition (se référer aux notes 6.5.1 et 6.6.1),

Valorisations des autres actifs ou passifs

- l'évaluation des immobilisations corporelles (se référer aux notes 6.5.1 et 6.6.3),
- l'évaluation des stocks (se référer à la note 6.6.6)
- l'évaluation des actifs d'impôt différé (se référer à note 6.8.2)
- l'évaluation des instruments financiers (se référer aux notes 6.5.2, 6.6.8, 6.6.12, 6.6.17 et 6.9)
- l'évaluation des provisions pour engagement de retraites (se référer à la note 6.6.14)

Les actifs corporels ou incorporels (hors goodwill) font l'objet d'un test de dépréciation si un indice de perte de valeur externe ou interne a été décelé. Se référer à la note 6.5.1.

Les incertitudes liées au caractère contingent de la situation économique associée à la faible liquidité des marchés continuent à rendre difficile l'évaluation des actifs et passifs ou charges et produits qui s'appuie sur des hypothèses de :

- réalisation des business plans utilisés pour la mise en œuvre des tests de dépréciation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des immobilisations corporelles évaluées au coût et l'activation des impôts différés
- réalisation des hypothèses de prix de vente et de quantité vendue.

Les hypothèses retenues pourraient être sensiblement différentes en cas de reprise de l'économie ce qui entraînerait une forte volatilité à la baisse ou à la hausse de ces évaluations.

Les comptes consolidés annuels prennent en compte toutes les écritures comptables de fin de période considérées comme significatives par la Direction du Groupe pour donner une image fidèle des informations présentées.

6.3.4. Base de préparation des états financiers

Les comptes consolidés sont établis selon les principes généraux des normes IFRS :

- image fidèle ;
- continuité d'exploitation ;
- méthode de la comptabilité d'engagement ;
- permanence de la présentation et des méthodes comptables ;
- importance relative et exhaustivité.

En outre, les états financiers consolidés ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des titres et des immeubles de placement qui sont évalués à la juste valeur. La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables de la société.

6.3.5. Principes et méthodes de consolidation

Les états financiers de Sical et de toutes ses filiales ont été préparés conformément aux Normes Internationales d'Informations Financières (IFRS) applicables au 31 décembre 2009. Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Sical et de ses filiales au 31 décembre de chaque année, ainsi que les intérêts dans les coentreprises. Aucune coentreprise ne figure dans le périmètre de la consolidation au 31 décembre 2009.

Sical exerce un contrôle majoritaire sur toutes ses filiales. En conséquence, les entités appartenant au périmètre du groupe sont consolidées par intégration globale. Le contrôle majoritaire est présumé exister dès lors que Sical détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote de la société. Le contrôle majoritaire est également effectif si Sical a le pouvoir de diriger les politiques stratégiques, financières et opérationnelles de la société.

Ainsi, Sical est susceptible de consolider, le cas échéant, des sociétés ad hoc spécifiquement créées pour gérer une opération même si elle ne détient pas de titres ou la majorité des droits de vote.

Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère Sical SA, sur la base de méthodes comptables homogènes. Les filiales sont consolidées à compter de la date d'acquisition, qui correspond à la date à laquelle le Groupe a obtenu le contrôle, et ce jusqu'à la date à laquelle l'exercice de ce contrôle cesse.

Les éléments réciproques, les dividendes reçus des sociétés consolidées ainsi que les résultats, provenant de transactions internes au groupe, sont éliminés.

■ Intérêts minoritaires

Ils correspondent aux intérêts des associés ou actionnaires autres que la société mère dans les capitaux propres et les résultats des sociétés intégrées globalement. En cas d'existence d'un accord de répartition du résultat non conforme au pourcentage financier de détention, l'impact de cet accord sera pris en compte dans la répartition du résultat entre le groupe et les minoritaires.

■ Dates de clôture

Les sociétés du groupe SICAL dont les dates de clôture diffèrent de trois mois au plus avec celle de l'entité consolidante sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux. Toutes les sociétés du périmètre de consolidation clôturent leur exercice social à une date identique à celle des comptes consolidés soit le 31 décembre 2009.

6.3.6. Secteurs opérationnels

Le Groupe adopte pour la première fois la norme IFRS 8 – secteurs opérationnels. En effet, La norme comptable internationale IFRS 8 relative aux secteurs opérationnels homologuée par le règlement CE n° 1358/2007 du 21 novembre 2007 est applicable pour les exercices ouverts au 1^{er} janvier 2009.

Avant l'application d'IFRS 8, la norme IAS 14 imposait la présentation d'une information sectorielle selon deux niveaux dits primaires et secondaires. Les secteurs étaient identifiés à partir d'une analyse des risques et de la rentabilité pour constituer des secteurs homogènes.

Pour tenir compte des risques spécifiques encourus lors du développement des activités du groupe à l'étranger, le groupe avait décidé d'opter pour une segmentation primaire géographique.

Les zones géographiques du groupe SICAL étaient :

- Afrique
- Europe Est
- Europe Ouest
- France

Pour le segment secondaire, l'activité du groupe SICAL était décomposée en deux principaux secteurs d'activité :

- l'activité papier
- l'activité emballage

En application de la norme IFRS 8 et depuis le 1^{er} janvier 2009, le Groupe fournit une information permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer, distinctement et par responsabilité opérationnelle, la nature et les effets financiers des activités dans lesquelles elle est engagée et le contexte économique dans lequel son exploitation est significative.

Le Groupe définit un secteur opérationnel comme la composante de l'ensemble consolidé :

- qui s'engage dans des activités susceptibles de générer des produits et des charges
- dont les résultats opérationnels sont régulièrement revus par le décideur opérationnel de l'entité pour décider de l'affectation des ressources à chaque secteur et évaluer les performances
- au sein de laquelle des informations financières distinctes sont disponibles.

En conséquence, pour respecter les critères énoncés ci-dessus, le groupe SICAL a identifié :

- le pôle Sical
- le pôle Afrique
- le pôle Roumanie
- le pôle Kadem
- le pôle Valscius
- le pôle Rawibox

6.3.7. Ventilation des actifs et des passifs en courant/non courant

Conformément à la norme IAS 1, la Société présente ses actifs et passifs en distinguant les éléments courants et non courants :

- les actifs et passifs constitutifs du besoin en fonds de roulement entrant dans le cycle d'exploitation normal de l'activité concernée sont classés en courant,
- les actifs immobilisés sont classés en non courant, à l'exception des actifs financiers qui sont ventilés en courant et non courant,
- les provisions pour risques et charges entrant dans le cycle d'exploitation normal de l'activité concernée et la part à moins d'un an des autres provisions pour risques et charges sont classées en courant. Les provisions ne répondant pas à ces critères sont classées en passifs non courants,
- les dettes financières qui doivent être réglées dans les 12 mois après la date de clôture de l'exercice sont classées en courant. Inversement la part des dettes financières dont l'échéance est supérieure à 12 mois est classée en passif non courant,
- les impôts différés sont présentés en totalité en actifs ou passifs non courants.

6.3.8. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Les actifs et passifs qui sont immédiatement destinés à être vendus, et dont la vente est hautement probable sont classés en actifs et passifs destinés à être cédés en application de la norme IFRS 5. Ces actifs ou groupe d'actifs sont évalués au montant le plus faible entre la valeur nette comptable et la juste valeur nette des coûts de cession, ils ne font plus l'objet d'un amortissement.

6.3.9. Ecarts d'acquisition et regroupements d'entreprises

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode du coût d'acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité dont le groupe acquiert le contrôle, les actifs et les passifs, ainsi que les passifs éventuels identifiables, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les actifs incorporels sont spécifiquement identifiés dès lors qu'ils sont séparables de l'entité acquise ou résultent de droits légaux ou contractuels. Selon IFRS 3, lors de la prise de contrôle d'une entreprise, la différence entre la quote-part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables à la date de prise de contrôle et le coût d'acquisition, constitue un écart d'acquisition.

L'écart d'acquisition :

- positif, est inscrit à l'actif du bilan et fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an à une date identique chaque année,
- négatif, est comptabilisé directement en produit au compte de résultat.

Lors d'une acquisition, les actifs, les passifs et les passifs éventuels de la filiale sont comptabilisés à leur juste valeur dans un délai d'affectation de 12 mois et rétroactivement à la date de l'acquisition.

6.3.10. Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement constituées de quotas d'émission de gaz à effet de serre et de logiciels. Conformément à la norme IAS 38, les logiciels sont évalués à leur coût et amortis sur leur durée d'utilité estimée, qui est généralement comprise entre 5 et 10 ans, selon le mode linéaire.

Les quotas d'émission de gaz à effet de serre sont comptabilisés en autres immobilisations incorporelles ; ces droits, attribués par l'état et pouvant être cédés, répondent en effet à la définition d'une immobilisation incorporelle selon l'IAS 38.

6.3.11. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles correspondent principalement aux terrains et constructions, aux matériels de production et aux installations générales, matériels de transport, de bureau et d'informatique. Conformément à la norme IAS 16, elles sont évaluées au coût et amorties sur leur durée d'utilité estimée à l'acquisition et revue chaque année. Aucun composant significatif n'a été identifié pour ces immobilisations.

Les plans d'amortissement et les valeurs résiduelles si elles existent sont revus chaque année.

La valeur nette comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour le ramener à sa valeur recouvrable lorsque la valeur nette comptable de l'actif est notablement supérieure à sa valeur recouvrable estimée.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la valeur vénale (nette des coûts de cession) et la valeur d'utilité rattachées à l'actif concerné.

6.3.12. Immeubles de placement

En application de la norme IAS 40, le groupe SICAL a opté pour la méthode de la juste valeur en tant que méthode permanente.

6.3.13. Suivi de la valeur des actifs non courants (hors actifs financiers)

La revue de l'évaluation des actifs non courants (écarts d'acquisition, actifs incorporels et actifs corporels) est effectuée chaque année, ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances, internes ou externes, indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue. En particulier, la valeur au bilan des écarts d'acquisition est comparée à leur valeur recouvrable au moins une fois par an, à chaque date de clôture.

La valeur recouvrable d'un actif est le montant le plus élevé entre le prix de vente net des frais susceptibles d'être encourus pour réaliser la vente et la valeur d'usage.

La valeur d'usage des actifs auxquels il est possible de rattacher des flux de trésorerie indépendants est déterminée selon les principes suivants :

- les flux de trésorerie (avant impôt) sont issus de résultats prévisionnels à 5 ans élaborés par la direction du groupe,
- le taux d'actualisation est déterminé sur la base d'un coût moyen pondéré du capital avec l'incorporation d'une sensibilité de +0,5 %/-0,5 %.

Afin de déterminer la valeur d'usage, les écarts d'acquisition ou les actifs incorporels auxquels il n'est pas possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'Unité Génératrice de Trésorerie (U.G.T) à laquelle ils appartiennent. La valeur d'usage de l'U.G.T est déterminée par la méthode des flux de trésorerie actualisés (D.C.F.) selon les mêmes principes que ceux détaillés ci-dessus. Les filiales pour lesquelles il existe un écart d'acquisition sont des UGT.

La valeur recouvrable de l'Unité Génératrice de Trésorerie ainsi déterminée est ensuite comparée à la valeur contributive au bilan consolidé de ses actifs immobilisés (y compris écart d'acquisition).

Les pertes de valeur sont constatées lorsqu'il apparaît que la valeur comptable d'un actif est notablement supérieure à sa valeur recouvrable. Dans le cas du test de valeur des écarts d'acquisition, la méthode présentée ci-dessus est combinée avec le calcul d'une valeur d'usage reposant sur la capacité de production de l'unité génératrice de trésorerie correspondant. Cette combinaison s'explique par la pratique observée sur le secteur d'activité du groupe qui consiste à évaluer une entreprise en fonction de cette capacité de production.

Les dépréciations constatées sur les écarts d'acquisition sont comptabilisées en compte de résultat de manière irréversible.

Une provision pour dépréciation est comptabilisée en résultat, si cette valeur au bilan s'avère notablement supérieure à la valeur recouvrable de l'U.G.T. La dépréciation est imputée en priorité sur l'écart d'acquisition existant. Les pertes de valeur constatées sur les écarts d'acquisition sont non réversibles.

6.3.14. Stocks

Les stocks sont comptabilisés à leur coût ou à leur valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans des conditions d'activité normales, sous déduction des frais de commercialisation. Les stocks de matière sont valorisés selon le coût moyen pondéré de la dernière période correspondant à la durée normale de rotation des stocks à l'exception des matières suivantes : matière première papier, matière première polystyrène expansé, matière consommable habillage machines qui sont évaluées lot par lot.

Le coût des produits finis et des en cours englobe le coût de conception, le coût des matières premières, le coût de la main d'œuvre directe et les autres coûts directs et indirects dont les frais généraux de production. Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus.

Une provision est constituée lorsque la valeur de réalisation des stocks en fin d'exercice est inférieure à leur valeur d'inventaire. Il en est de même lorsque les stocks présentent des risques de non écoulement (en stocks depuis plus d'un an) à des conditions normales. Dans ce cas les stocks concernés sont évalués à leur prix de vente déchet.

6.3.15. Créances clients et autres créances

Les créances clients et les autres créances sont évaluées à leur juste valeur puis ultérieurement évaluées à leur coût sous déduction des provisions pour dépréciation, le cas échéant. Le montant de la provision est comptabilisé au compte de résultat. Elle est constituée dès lors qu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du groupe à recouvrer tout ou partie de sa créance.

Les provisions pour dépréciation des créances clients répondent aux critères suivants :

- ✓ Incidents de paiements entraînant le recours à des organismes de recouvrement, provisions à concurrence de 50 à 100 % du montant des créances hors taxes selon le risque estimé ;
- ✓ Procédure collective d'apurement de passif. Les provisions sont alors constituées à hauteur de 80 % à 100 % de la créance douteuse compte tenu d'une couverture éventuelle du risque par une société d'assurance crédit.

6.3.16. Les instruments financiers

Les instruments financiers actifs

L'évaluation et la comptabilisation des actifs financiers dépendent de leur classement au bilan :

- Les titres de participation dans des sociétés non consolidées, ainsi que les titres cotés sont analysés comme disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur. Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont comptabilisés à leur coût. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres. Les pertes de valeur sont comptabilisées en compte de résultat, cette dépréciation est irréversible.
- Les actifs financiers à leur juste valeur en contrepartie du compte de résultat. Ces actifs sont évalués au bilan à leur juste valeur. Les variations de juste valeur de ces instruments sont comptabilisées en résultat avec pour contrepartie l'ajustement du compte de trésorerie. Il s'agit d'instruments détenus à des fins de transaction car ils sont destinés à être revendus à court terme.
- Les instruments financiers dérivés sont considérés comme détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à leur juste valeur. La variation de juste valeur de ces instruments financiers dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat lorsqu'ils ne répondent pas aux critères de la comptabilité de couverture.

Les actifs et passifs financiers sont initialement comptabilisés au coût qui correspond à la juste valeur du prix payé et qui inclut les coûts d'acquisition liés. Après la comptabilisation initiale, les actifs et les passifs sont comptabilisés à la juste valeur. Pour les actifs et passifs financiers comme les actions cotées qui sont négociés activement sur les marchés financiers organisés, la juste valeur est déterminée par référence aux prix de marché publiés à la date de clôture.

Pour les autres actifs et passifs financiers comme les dérivés de gré à gré, swaps, caps ... et qui sont traités sur des marchés actifs, la juste valeur fait l'objet d'une estimation établie selon des modèles communément admis et, généralement effectués par les établissements bancaires ayant servi d'intermédiaires.

En dernier ressort, le groupe SICAL évalue au coût les actifs et passifs financiers déduction faite de toute perte de valeur éventuelle.

Les instruments financiers passifs

Tous les emprunts ou dettes portant intérêts sont initialement enregistrés à la juste valeur du montant reçu, moins les coûts de transaction directement attribuables. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les prêts et emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts sont classés en passifs courants, sauf lorsque le groupe dispose d'un droit inconditionnel de reporter le règlement de la dette au minimum 12 mois après la date de clôture, auquel cas ces emprunts sont classés en passifs non courants. La fraction à moins d'un an des emprunts et des dettes financières est présentée en passif courant.

Les instruments financiers dérivés sont considérés comme détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à leur juste valeur. La variation de juste valeur de ces instruments financiers dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat puisque le groupe n'applique pas la comptabilité de couverture.

6.3.17. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les disponibilités et équivalents de trésorerie sont constitués de comptes bancaires et de tous les placements à court terme (moins de 3 mois) très liquides et facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et dont la valeur est très faiblement exposée à des risques de variation.

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte conformément à la norme IAS 7. La charge d'impôt est présentée globalement dans les flux opérationnels. Les intérêts financiers versés sont portés en flux de financement, les intérêts perçus figurent dans les flux d'investissement. Les dividendes versés sont classés en flux de financement.

6.3.18. Capitaux propres

Les capitaux propres sont composés du capital social de la société mère, des primes d'émission, des réserves, du résultat et des écarts de conversion. Les primes d'émission sont liées à l'augmentation de capital de la société mère. Les réserves et le résultat consolidés correspondent à la part revenant au groupe dans les résultats consolidés accumulés de toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation nets des distributions de dividendes.

Les intérêts minoritaires sont définis comme la part du résultat ou des actifs nets d'une filiale qui n'est pas détenue soit directement par Sical, soit indirectement par l'intermédiaire d'une autre filiale contrôlée par Sical.

6.3.19. Avantages du personnel

Les avantages au personnel sont comptabilisés selon la norme IAS 19. Les obligations du groupe SICAL en matière de pension, complément de retraite et indemnité de départ à la retraite, sont celles qui sont imposées par les textes légaux applicables dans les pays dans lesquels le groupe est installé. La couverture des obligations en matière de pension et complément de retraite est complètement assurée par des versements à des organismes qui libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure ; l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Il s'agit principalement des régimes de retraites publics français.

- **Avantages postérieurs à l'emploi**

Les indemnités de départ à la retraite sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Ces indemnités relèvent du régime des prestations définies. De ce fait, la méthode utilisée pour évaluer le montant de l'engagement du groupe au regard des indemnités de fin de carrière est la méthode rétrospective des unités de crédit projetées.

Elle représente la valeur actuelle probable des droits acquis, évalués en tenant compte des augmentations de salaires jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de départ et de survie.

La formule de l'engagement passé peut se décomposer en quatre termes principaux de la manière suivante :

Engagement passé = (droits acquis par le salarié) \times (probabilité qu'a l'entreprise de verser ces droits) \times (actualisation) \times (coefficient de charges patronales)

Les principales hypothèses retenues pour cette estimation sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : Taux des obligations corporate AA + 10 ans
- Table de mortalité : TGF 05 / TGH 05
- Age de départ à la retraite : 65 ans

L'âge moyen de départ à la retraite observé depuis 2000 au sein du groupe est très majoritairement inférieur ou égal à 65 ans.

Le groupe n'applique pas la méthode du corridor consistant à différer la prise en résultat des écarts actuariels.

Les dispositions réglementaires prévoyant un allongement de l'âge du départ à la retraite au delà de 65 ans et à l'initiative du salarié ne sont pas de nature à modifier significativement les hypothèses de calculs des indemnités de départ en retraite du groupe (loi de financement de la Sécurité Sociale 2008).

- Autres avantages postérieurs à l'emploi

Ces avantages reposent principalement sur le régime à cotisations définies (régime général).

Dans le cadre de ce régime le groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations ; la charge qui correspond aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

- Autres avantages

La société mère a mis en place un plan d'épargne entreprise. Les avantages à court terme incluent notamment, des accords d'intéressement au résultat de certaines entités du groupe au profit de leurs salariés conformément aux dispositions de l'accord d'entreprise. La participation est calculée sur la base du résultat fiscal. Les médailles du travail sont intégralement provisionnées conformément à la norme IAS 19. Le cas échéant, les indemnités de rupture de contrat de travail sont provisionnées.

Il n'existe pas d'autres avantages accordés au sein du groupe SICAL.

6.3.20. Provisions

Conformément à la norme IAS 37, une provision est constituée dès lors qu'une obligation à l'égard d'un tiers provoquera de manière certaine ou probable une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente. La provision est maintenue tant que l'échéance et le montant de la sortie de ressources ne sont pas fixés avec précision. Le montant de la provision est la meilleure estimation possible de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

En matière de litiges salariaux, les provisions correspondent à la valeur estimée de la charge probable que les entreprises concernées auront à décaisser pour des litiges faisant l'objet de procédures judiciaires. En matière de litiges commerciaux et industriels, les provisions correspondent aux coûts estimés de ces litiges pour lesquels les sociétés concernées ne peuvent pas espérer la moindre contrepartie.

En général ces provisions ne sont pas liées au cycle normal d'exploitation du groupe. Elles peuvent être actualisées le cas échéant sur la base d'un taux avant impôt sans risque.

Les provisions non courantes incluent pour l'essentiel celles constituées dans le cadre de litiges opposant le groupe SICAL à des tiers.

6.3.21. Passifs éventuels et litiges

Un passif éventuel est fondé sur une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise. Un passif éventuel est aussi une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car d'une part, il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et d'autre part, le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

6.3.22. Impôts

Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable à concurrence des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur base comptable dans les états financiers consolidés.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôt différé. Les actifs d'impôt différés sont réappréciés à chaque date de clôture et sont reconnus dans la mesure où il devient probable qu'un bénéfice futur imposable permettra de les recouvrer.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt adopté ou quasi adopté à la date de chaque clôture et dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé pour chaque réglementation fiscale. Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres et non dans le compte de résultat.

Les impôts différés actifs ne sont reconnus que dans la mesure où la réalisation d'un bénéfice imposable futur, qui permettra d'imputer les différences temporelles, est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale et un même taux.

Ils sont présentés de manière compensée au bilan du groupe et justifiés au moyen d'une preuve d'impôt (voir parag. 6.8.2).

6.3.23. Reconnaissance des produits

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à la Société et que ces produits peuvent être évalués de manière fiable. Les produits des activités du groupe correspondent à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens et services vendus dans le cadre habituel des activités du groupe. Ces produits figurent nets de taxe sur la valeur ajoutée, des retours de marchandises, des rabais et des remises et déduction faites des ventes intragroupes.

Le produit est comptabilisé lorsqu'une entité du groupe a livré les biens au client, que celui-ci a accepté les caractéristiques du bien livré et que le recouvrement de la créance afférente est raisonnablement assuré.

6.3.24. Contrat de location

Selon la norme IAS 17, un contrat de location est un accord par lequel le bailleur transfère au preneur pour une période déterminée le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements. La norme IAS 17 distingue les contrats de location financement, qui transfèrent la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, des contrats de location simple.

Les contrats de location financement sont inscrits à l'actif en contrepartie d'une dette au commencement du contrat à la juste valeur du bien loué, ou si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux dus au titre de la location. Chaque paiement au titre des contrats est ventilé entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû.

Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un contrat de location financement sont amorties sur la durée d'utilité de l'actif ou sur la durée du bail, si celle-ci est inférieure.

Les machines et matériels mis à disposition par des fournisseurs sont analysés conformément aux dispositions de la norme d'interprétation IFRIC 4 relative à l'identification d'un contrat de location au sein d'un contrat de prestations.

6.3.25. Coût des emprunts ou des dettes portant intérêts

Selon la norme IAS 23, le traitement comptable de référence des frais financiers est la comptabilisation en charges. Le groupe SICAL applique cette méthode de référence.

A partir du 1^{er} janvier 2009, tout emprunt finançant un actif éligible (actif nécessitant une période de préparation de construction) conduit l'entreprise à capitaliser les frais d'emprunt dans la valeur de l'actif.

6.3.26. Endettement financier net

Les dettes financières long terme comportent d'une part les emprunts contractés auprès des établissements de crédit et d'autre part les emprunts comptabilisés en contrepartie de la reconnaissance à l'actif des biens utilisés dans le cadre de contrats de location-financement. Ces dettes long terme sont classées en passifs non courants pour leur part à plus d'un an et sont valorisées au coût amorti à la clôture selon la méthode du taux d'intérêt effectif, avec un amortissement des frais d'émission, lorsque ces frais sont significatifs. Le taux d'intérêt effectif retenu pour les dettes à taux variable est le taux du marché à la date de clôture.

Les dettes financières court terme comprennent la part à court terme des emprunts à long terme ainsi que les concours bancaires et autres dettes bancaires à court terme, et les instruments dérivés évalués à la juste valeur. L'endettement financier net est composé des emprunts définis ci-dessus diminués des disponibilités et équivalents de trésorerie.

Le coût de l'endettement financier net regroupe les intérêts sur emprunts, les autres dettes financières, les revenus sur prêts ou créances rattachées à des participations, ainsi que l'impact lié au flux d'échange de taux dans le cadre de swaps de couverture de taux.

6.3.27. Marge opérationnelle et résultat opérationnel

Le chiffre d'affaires provient principalement de la vente de produits finis. Il est comptabilisé net des remises et avantages commerciaux consentis. Le produit est comptabilisé sur la base du transfert au client des risques et avantages inhérents à la propriété des produits finis.

La marge opérationnelle est définie comme la différence entre le chiffre d'affaires et le coût des ventes additionné aux frais généraux et commerciaux.

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et des charges autres que :

- les charges et produits d'intérêts ;
- les autres produits et charges financiers ;
- la quote-part dans les résultats des entreprises associées ;
- les impôts sur les résultats ;
- le résultat des activités non stratégiques (ou activités abandonnées).

Afin de faciliter la lisibilité du compte de résultat et de la performance du Groupe, les éléments inhabituels et significatifs à l'échelle de l'ensemble consolidé sont identifiés sur la ligne du résultat opérationnel intitulée : autres produits et charges.

Les autres produits et charges opérationnelles comprennent principalement les dotations aux provisions pour litiges, le résultat de cession d'actifs d'investissement, les dépréciations d'actifs et toutes les charges de restructuration ou d'abandon d'activité.

6.3.28. Résultat par action

Le résultat net par action (avant dilution) est calculé en faisant le rapport entre le résultat net de l'exercice et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, sous déduction du nombre moyen d'actions auto-détenues. Le résultat net dilué par action est calculé en retenant, le cas échéant, les instruments donnant un accès différé au capital de Sical (options de souscription ou obligations convertibles) lorsque ceux-ci sont susceptibles d'avoir un effet dilutif,

6.3.29. Conversion des opérations en devise

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce son activité (« Monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en Euro qui est la monnaie de présentation du groupe SICAL.

Les comptes de toutes les entités du groupe (dont aucune n'exerce ses activités dans une économie hyperinflationniste) dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis en monnaie de présentation selon les modalités suivantes :

- les éléments d'actif et passif sont convertis au cours de clôture à la date de chaque bilan,
- les produits et les charges de chaque compte de résultat sont convertis au taux de change moyen (sauf si cette moyenne n'est pas représentative de l'effet cumulé des taux en vigueur aux dates des

transactions, auquel cas les produits et les charges sont convertis au taux en vigueur aux dates des transactions) ; et

- toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres.

Les goodwills et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition d'une activité à l'étranger sont traités comme des actifs et des passifs de l'activité à l'étranger et convertis au cours de clôture.

6.4. Périmètre de consolidation

6.4.1. Liste des sociétés consolidées

Sauf mention expresse, les pourcentages des droits de votes sont identiques à la part détenue dans le capital.

Entités	Pays ou Localité	% de contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
AMBRO	Roumanie	100.00	100.00	I.G.
KADEM	Espagne	99.00	99.00	I.G.
NORD CARTON	St Martin au Laërt (62)	100.00	100.0	I.G.
POLYPOR	Boulogne sur Mer (62)	50.00	50.00	I.G.
P.P.B.C.I	Côte d'Ivoire	99.31	49.66	I.G.
RAWIBOX	Pologne	99.77	99.77	I.G.
ROMCARTON	Roumanie	99.98	99.98	I.G.
ROMPACKAGING	Roumanie	100.00	100.00	I.G.
SERVIBOX	Belgique	78.23	78.23	I.G.
SIMAR	Saint-Etienne (42)	100.00	100.00	I.G.
SONACEB	Burkina-Fasso	77.00	65.66	I.G.
SONACO	Côte d'Ivoire	85.27	85.27	I.G.
SONAPACK	Ghana	100.00	85.27	I.G.

6.4.2. Variation de périmètre

Le périmètre de consolidation comprend 14 sociétés au 31 décembre 2009 contre 15 sociétés au 31 décembre 2008.

Le 17 décembre 2009, la société Sical a absorbé la société Valscius.

Aucune autre variation significative n'a affecté le périmètre groupe au cours de l'exercice 2009.

6.5. Dépréciation des actifs

6.5.1. Dépréciation des actifs non financiers

Le groupe réalise régulièrement des tests de valeur sur ses actifs corporels et incorporels. Ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable correspondant au montant le plus élevé entre leur valeur de marché diminuée des coûts de cession et leur valeur d'utilité estimée selon la méthode des DCF (actualisation des flux de trésorerie).

L'actualisation des flux est réalisée sur une durée limitée à 5 ans et le taux d'actualisation retenu correspond au coût moyen pondéré du capital de l'entité concernée.

Pour l'ensemble du Groupe, le coût moyen pondéré du capital varie en 2009 entre 11 % et près de 15 % selon les pays et entre 10% et 12% en 2008.

Pour les immobilisations corporelles et incorporelles amortissables, ce test de dépréciation est pratiqué sur la base d'indices de perte de valeur.

Pour les écarts d'acquisition qui ne sont pas amortissables et les immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée d'utilisation est indéterminée, les tests de dépréciation sont réalisés au moins une fois par an à date fixe. La valeur des écarts d'acquisition est testée au niveau de chaque unité génératrice de trésorerie identifiée au sein du groupe. Une unité génératrice de trésorerie correspond au niveau auquel le groupe gère ses activités et analyse sa performance. En conséquence, les filiales sont considérées comme des unités génératrices de trésorerie (Voir note 6.3.6.).

6.5.2. Dépréciation des actifs financiers

Le groupe évalue à chaque clôture s'il existe un indicateur objectif de dépréciation d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers. Pour les instruments de capitaux propres classés dans les titres disponibles à la vente, une diminution importante et durable de la juste valeur des titres en deçà de son coût est considérée comme un indicateur objectif de dépréciation de ce titre. S'il existe un indicateur de dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente, le cumul de la perte, mesurée comme la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur actuelle, déduction faite de toute perte de valeur sur ces actifs financiers déjà comptabilisés en résultat, est transféré des capitaux propres au compte de résultat. Les pertes de valeur sur instruments de capitaux propres sont comptabilisées en compte de résultat.

6.6. Bilan

6.6.1. Ecarts d'acquisition

	31/12/2009	31/12/2008
Ecarts d'acquisition bruts	10 685	10 671
Dépréciations	5 362	5 352
Ecarts d'acquisition nets	5 323	5 319

Entités détenues	Ecarts d'acquisition nets au 31/12/2008	Mouvement périmètre	Reclassement	Dépréciation	Ecarts d'acquisition nets au 31/12/2009
POLYPOR	15	-	-	-	15
RAWIBOX	410	-	5 (1)	-	415
SERVIBOX	31	-	-	-	31
KADEM	2 467	-	-	-	2 467
VALSCIUS (fusionnée dans Sical)	2 396	-	-	-	2 396
Total	5 319	-	5	-	5 323

(1) Variations de change € / PLN.

Le calcul des valeurs d'usage qui ont permis de tester la valeur des goodwill repose sur la capacité de production (en volumes) des entités concernée combinée à la méthode de l'actualisation des cash flows futurs définie au paragraphe 6.5.1.

Aucune dépréciation des écarts d'acquisition n'a été constatée sur l'exercice 2009.

Valscius a été fusionnée au 17 décembre 2009, le traitement en comptabilité social de la fusion est neutre sur la valeur de l'écart d'acquisition.

6.6.2. Autres immobilisations incorporelles

■ Variation des valeurs brutes (en K€)

	Autres immobilisations incorporelles			Total
	Logiciels	Fonds de commerce	Autres	
AU 1 JANVIER 2008	2 138	-	53	2 191
Acquisitions	108	-	-	108
Cessions	- 55	-	-	- 55
Incidence des droits d'émission de gaz à effet de serre	-	-	596	596
Transferts	6	-	-	6
Variations de périmètre	- 344	-	-	- 344
Variations de change	- 20	-	-	- 20
AU 31 DECEMBRE 2008	1 832	-	649	2 481
Acquisitions	78	925	-	1 003
Cessions	-54	-	- 1	- 55
Incidence des droits d'émission de gaz à effet de serre	-	-	- 102	- 102
Transferts	8	-	-	8
Variations de périmètre	-	-	-	-
Variations de change	2	-	-	2
AU 31 DECEMBRE 2009	1 866	925	546	3 337

En 2009, la société Sonapack a fait l'acquisition d'un fichier client pour un montant de 925 K€ indiqué en fonds de commerce. Un test de dépréciation réalisé au 31 décembre 2009 n'a pas révélé de perte de valeur.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009, le Groupe a notamment acquis des logiciels pour 78 K€ et a mis en service des immobilisations incorporelles, qui constituaient des immobilisations en cours au 31 décembre 2008, pour 8 K€.

La catégorie « Autres » est composée pour l'essentiel des droits d'émission de gaz à effet de serre pour son activité papier, dont les variations sont détaillées ci-après.

L'incidence des droits d'émission de gaz à effet de serre pour - 102K€ s'explique, d'une part, par la baisse de 251 K€ enregistrée chez Sical, suite à la baisse des cours d'allocation des quotas entre 2008 et 2009, et, d'autre part, par la hausse de 149 K€ chez Ambro, qui provient de ses opérations d'achat-vente de droits en 2009.

■ Variation des amortissements et pertes de valeur (en K€)

	Autres immobilisations incorporelles		Total
	Logiciels	« Autres »	
AU 1 JANVIER 2008	1 346	9	1 355
Dotations aux amortissements	170	-	170
Reprises sur amortissement	- 55	- 8	- 64
Pertes de valeur	-	10	10
Transferts	-	-	-
Variations de périmètre	- 261	-	- 261
Variations de change	- 16	-	- 16
AU 31 DECEMBRE 2008	1 182	11	1 193
Dotations aux amortissements	156	-	156
Reprises sur amortissement	-54	- 11	- 65
Pertes de valeur	-	1	1
Transferts	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-
Variations de change	1	-	1
AU 31 DECEMBRE 2009	1 285	1	1 286

■ Variation des immobilisations incorporelles nettes (en K€)

	Logiciels	Fonds de commerce	« Autres »	Total des Valeurs nettes
Au 1 ^{er} janvier 2008	792	-	44	836
Au 31 décembre 2008	650	-	638	1 288
Au 31 décembre 2009	580	925	545	2 050

Les durées d'utilité retenues pour amortir les immobilisations incorporelles identifiables sont les suivantes :

Durées d'utilité

Logiciels	5 à 20 ans
Autres immobilisations incorporelles	5 à 10 ans

Dans l'attente d'une position officielle de l'IFRIC, le groupe a pris l'option d'appliquer le traitement préconisé par IFRIC 3, norme d'interprétation publiée en décembre 2004 et retirée en juin 2005, portant sur les droits d'émission de gaz à effet de serre. Cette disposition normative est la pratique la plus communément admise.

Attribution des quotas					
Tonnage alloué (en T)	2008	2009	2010	2011	2012
AMBRO	157 469	157 468	157 468	157 468	157 469
SICAL	22 659	22 659	22 659	22 659	22 659
TOTAL	180 128	180 127	180 127	180 127	180 128

Au 31 décembre 2009, les unités du Groupe concernées par les émissions de gaz à effet de serre ne sont pas dans l'obligation d'acquiescer des droits supplémentaires.

Les droits attribués gratuitement sont utilisés pour compenser les émissions constatées en 2009 ; les éventuels quotas 2009 restants sont négociés sur le marché.

6.6.3. Immobilisations corporelles

■ Variation des immobilisations corporelles brutes (en K€)

	Terrains	Constructions	Installations techniques	Autres immobilisations	Immobilisations en cours	Total
AU 1 JANVIER 2008	11 484	52 556	196 062	11 929	2 704	274 735
Acquisitions / Augmentations	-	84	1 778	543	734	3 140
Cessions / Diminutions	-	- 756	- 3 434	- 1 157	- 7	- 5 355
Transferts	73	399	2 562	- 116	- 2 839	79
Variations de périmètre	- 129	- 3 484	- 15 361	- 437	-	- 19 411
Variations de change	- 8	- 927	- 1 430	- 225	- 57	- 2 647
AU 31 DECEMBRE 2008	11 420	47 872	180 178	10 537	536	250 542
Acquisitions / Augmentations	167	1 688	3 239	617	1 074	6 785
Cessions / Diminutions	- 76	- 641	- 6 510	- 1 527	- 84	- 8 838
Transferts	- 2 570	179	612	- 70	- 921	- 2 770
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-
Variations de change	4	84	41	96	6	230
AU 31 DECEMBRE 2009	8 945	49 182	177 559	9 653	610	245 948

Les transferts réalisés entre les immobilisations en cours et les autres catégories d'immobilisations proviennent de la mise en service d'immobilisations en cours. Le solde des transferts provient du reclassement des terrains d'Ambro en immeubles de placement pour - 2 788 K€ (note 6.6.4) et des avances et acomptes sur immobilisations pour 26 K€, classés en autres créances courantes à l'actif du bilan (note 6.6.7).

■ Variation des amortissements des immobilisations corporelles (en K€)

	Terrain	Construction	Installations techniques	Autres immobilisations	Total des amortissements
AU 1 JANVIER 2008	265	27 017	80 996	6 646	114 924
Dotation	16	1 129	6 760	697	8 601
Reprise	-	- 756	- 2 613	- 1 138	- 4 507
Reclassement	2	- 4	64	46	109
Variations de périmètre	-	- 1 657	- 7 537	- 263	- 9 456
Variations de change	-	- 153	- 794	- 167	- 1 114
AU 31 DECEMBRE 2008	283	25 575	76 877	5 821	108 556
Dotation	17	1 186	5 655	740	7 598
Reprise	- 4	- 129	- 4 025	- 1 159	- 5 317
Reclassement	-	- 1	- 102	103	1
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Variations de change	-	15	62	10	88
AU 31 DECEMBRE 2009	296	26 648	78 468	5 514	110 926

Les modifications des durées d'utilité (allongement des durées d'utilité), principalement pour les sociétés Kadem, Rawibox et Romcarton constituent un changement d'estimation conformément à la norme IAS 8 et ont un impact net positif de 354 K€ sur le résultat.

■ Variation des immobilisations corporelles nettes (en K€)

	Terrain	Construction	Installation technique	Autres immobilisations	Immobilisations en cours	Total
Au 1er janvier 2008	11 219	25 539	115 066	5 283	2 704	159 811
Au 31 décembre 2008	11 136	22 297	103 301	4 716	536	141 986
Au 31 décembre 2009	8 648	22 534	99 091	4 139	610	135 022

A partir de la date de mise en service du bien, les immobilisations corporelles sont amorties, linéairement, selon une approche par composants, pour les durées suivantes:

Rubrique de l'actif	Durées
Construction	15 à 90 ans
Agencements et aménagements des constructions	10 à 50 ans
Matériels et outillages industriels	10 à 50 ans
Matériel de transport	5 à 10 ans
Matériel de bureau	5 à 35 ans
Mobilier de bureau	8 à 25 ans

■ Variation des actifs non courants détenus en vue de la vente (en K€)

Comme au 31 décembre 2008, aucun actif non courant n'est détenu en vue de la vente au 31 décembre 2009.

6.6.4. Immeubles de placement

■ Variation des immeubles de placements (en K€)

	Immeubles de placement
AU 1 JANVIER 2008	84
Investissements	-
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	-
Cessions / Diminutions	-
Variation de périmètre	-
Transferts	-
Variation de la juste valeur	-
AU 31 DECEMBRE 2008	84
Investissements	-
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	-
Cessions / Diminutions	-
Variation de périmètre	-
Transferts	2 788
Variation de la juste valeur	2 177
AU 31 DECEMBRE 2009	5 049

En application de la norme IAS 40, le groupe a opté pour la méthode de la juste valeur en tant que méthode permanente et valorise son patrimoine de placement en conséquence.

La société Ambro a reclassé en immeuble de placement des terrains pour lesquels leur destination future est actuellement indéterminée. Ce transfert a été réalisé sur la base d'une juste valeur déterminée à dire d'expert agréé par le gouvernement roumain. La variation de juste valeur a été comptabilisée en capitaux propres pour 2,18 M€.

Les autres immeubles appartiennent à la société Sical (suite à l'absorption de Valscius) et ont été valorisés à dire d'experts.

6.6.5. Autres actifs non courants

(en K€)	31/12/2009	31/12/2008
Titres de participation	-	-
Autres titres immobilisés	48	50
Actifs détenus jusqu'à échéance	400	534
Prêts	3	16
Dépôts et cautionnements	103	102
Autres immobilisations financières	-	-
Autres actifs Personnel & fiscal	13	15
VALEURS BRUTES	568	717
Titres de participation	-	-
Autres titres immobilisés	-	-
Actifs détenus jusqu'à échéance	-	-
Prêts	-	-
Dépôts et cautionnements	-	-
Autres immobilisations financières	-	-
Autres actifs Personnel & fiscal	-	-
DEPRECIATIONS	-	-
Titres de participation	-	-
Autres titres immobilisés	48	50
Actifs détenus jusqu'à échéance	400	534
Prêts	3	16
Dépôts et cautionnements	103	102
Autres immobilisations financières	-	-
Autres actifs Personnel & fiscal	13	15
VALEURS NETTES	568	717

Les risques associés à la gestion des actifs disponibles à la vente et des actifs détenus jusqu'à échéance sont détaillés au § 6.9.

6.6.6. Stocks et en-cours

■ Variation des stocks et en-cours en valeurs nettes (en K€)

	Stocks et en-cours
AU 1 JANVIER 2008	32 956
Augmentation	5 741
Diminution	- 2 956
Reclassement	-
Variations de périmètre	- 2 069
AU 31 DECEMBRE 2008	33 671
Augmentation	1 870
Diminution	- 6 851
Reclassement	-
Variations de périmètre	-
AU 31 DECEMBRE 2009	28 690

Les stocks de matières premières, dont le papier, sont valorisés selon la méthode FIFO. Les produits finis sont évalués au coût moyen unitaire pondéré.

Les stocks diminuent de 15%, sous le double effet des baisses de volume et de prix unitaire, et notamment chez Sonaco (- 3 793 K€) et Ambro (- 1 800 K€).

6.6.7. Créances clients et autres créances

■ Créances (en K€)

	31/12/2009	31/12/2008
Créances clients	35 858	42 844
Créances financées	10 651	7 596
Total brut Créances clients	46 509	50 440
Provisions sur créances clients	- 4 556	- 4 490
Total net Créances clients	41 954	45 950
Avances et acomptes s/ immobilisations	461	95
Avances et acomptes versés sur commandes	1 837	2 244
Fournisseurs débiteurs	1 055	765
Personnel & fiscal	5 011	5 009
Débiteurs divers	667	4 325
Charges constatées d'avance	462	489
Total brut autres Créances	9 493	12 926
Provisions sur autres créances	- 47	- 67
Total net autres Créances	9 447	12 859
Total brut clients et autres créances	56 003	63 367
Total net clients et autres créances	51 401	58 809

Les créances clients et les autres créances sont évaluées au coût sous déduction des provisions calculées en fonction des possibilités effectives de recouvrement.

Les créances clients brutes ont enregistré une baisse de 8% (- 3 931 K€) par rapport à 2008 : les baisses les plus significatives ont été enregistrées chez Sical (- 4 173 K€), comprenant la baisse dans les établissements Valscius (- 1 928 K€), et chez Romcarton (- 617 K€) et ont été compensées par la forte hausse enregistrée chez Sonapack (+ 1 357 K€), liée à la très forte croissance de son activité.

Les autres postes varient peu à l'exception du poste débiteurs divers qui comprenait en 2008 un acompte sur la vente d'une machine à papier chez Ambro, pour 2 300 K€, qui n'apparaît plus en 2009, et qui enregistre une baisse des dépôts de garantie au factor des établissements Valscius chez Sical pour 851 K€ et une diminution de 321K€ chez Sonaco, suite à un remboursement d'assurance obtenu en 2009.

En application des normes IAS 32 et 39, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005, les créances attachées aux effets escomptés non échus sont activées au sein du poste créances clients et comptes rattachés.

Les risques et principaux impacts au compte de résultat portés par les créances sont analysés en § 6.9

6.6.8. Autres actifs financiers courants

■ Autres actifs financiers évalués à la juste valeur (en K€)

	31/12/2009	31/12/2008
Prêts (part à moins d'un an)	13	10
Valeurs mobilières de placement	-	1 945
Dépôts et cautionnements courants	57	58
Autres actifs financiers courants	133	-
Instrument financiers	28	-
VALEURS BRUTES	232	2 013
Provisions	- 2	-
VALEURS NETTES	230	2 013

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur au 31 décembre 2009, conformément aux normes IAS 32 et IAS 39. La juste valeur correspond à la valeur de marché des titres cotés.

La société Sical avait fait l'acquisition en 2008 d'un certificat de dépôt à échéance d'avril 2009, valorisé à 1 924 K€ au 31 décembre 2008.

Les instruments financiers à 28 K€ correspondent à la valorisation d'achats à terme de dollars, réalisés par Sonaco pour couvrir ses achats de matières premières.

Les impacts comptables en termes de risque et de valorisation sont détaillés au § 6.9

6.6.9. Trésorerie et équivalents trésorerie

(en K€)	31/12/2009	31/12/2008	Variation 2009/2008
Valeurs mobilières de placements	-	-	-
Equivalents de trésorerie	-	-	-
Disponibilités	5 983	3 284	+ 2 699
TOTAL	5 983	3 284	+ 2 699
Découverts bancaires	- 31 089	- 39 108	+ 8 019
TOTAL TRESORERIE DE CLOTURE	- 25 106	- 35 824	+ 10 718

- Flux opérationnel

Grâce au développement de son activité, le groupe SICAL a pu dégager en 2009 un flux de trésorerie opérationnel de 23 271 K€ notamment grâce à la variation des actifs et passifs liés à l'activité qui s'est améliorée de 9 477 K€. Cette amélioration est due à une baisse plus importante des créances clients et des stocks et en-cours que la baisse des dettes fournisseurs et autres dettes.

- Flux d'investissement

Les flux d'investissement sont devenus négatifs en 2009 à - 1 626 K€, contre + 17 533 K€ en 2008 qui s'expliquait par la cession de Cartonbox pour un montant de 17 834 K€ en variation de périmètre. En 2009, les acquisitions d'immobilisations s'élèvent à 3 854 K€ pour l'acquisition du nouveau site de Sonapack au Ghana ; les autres acquisitions étant équivalentes à celles réalisées en 2008. Les cessions d'immobilisations comprennent les cessions de quotas de CO2 pour 2 280 K€ et la vente d'une machine à papier chez Ambro pour 2 530 K€.

- Flux de financement

Le Groupe a poursuivi son désendettement en 2009, diminuant les concours bancaires de 7 356 K€, les émissions et remboursements d'emprunts et dettes financières étant similaires à 2008. Sical a procédé à la distribution de dividendes pour 729 K€. La majorité des découverts bancaires constituent en fait des concours bancaires, car ils ne dépassent pas les autorisations accordées par les établissements de crédit ; ils sont alors classés dans les flux de trésorerie de financement. Seuls 663 K€ en 2008 constituaient de véritables découverts bancaires et étaient ainsi pris en compte en variation de trésorerie dans le tableau des flux de trésorerie (note 3).

6.6.10. Capital et informations sur le capital

■ Evolution du capital (en €)

Suite à la fusion de la société Valscius dans la société Sical opérée le 17 décembre 2009, le capital social a augmenté de 19 137 actions, soit 57 985€. Au 31 décembre 2009, le capital social de SICAL est désormais constitué de 3 665 265 actions, pour un capital social de 11 105 753€.

	01/01/2008	Réduction	Augmentation	31/12/2008
Nombre d'actions	3 646 128	-	-	3 646 128
Nominal en €	3.03	-	-	3.03
CAPITAL EN EUROS	11 047 768	-	-	11 047 768

	01/01/2009	Réduction	Augmentation	31/12/2009
Nombre d'actions	3 646 128	-	19 137	3 665 265
Nominal en €	3.03	-	3.03	3.03
CAPITAL EN EUROS	11 047 768	-	57 985	11 105 753

■ Informations sur le capital (en €)

Actionnariat de SICAL SA

Détenteurs	Nombre d'actions	Pourcentages de détention
Groupe ROSSMANN ⁽¹⁾	3 315 601	90.46%
Autres	349 664	9.54%
TOTAL	3 665 265	100%

(1) Actions de concert entre les sociétés Celta, et Sofpo, M. B. Rossmann et M. L. Kauffmann.

6.6.11. Ecart de conversion

Zone géographique	31/12/2009	31/12/2008
Europe de l'Est	- 855	- 1 129
Afrique	- 3 167	- 3 130
TOTAL	- 4 022	- 4 259

Le traitement comptable de Sonapack a fait l'objet d'un changement de monnaie fonctionnelle, ses principales transactions étant réalisées en CFA. Ce changement de monnaie a généré un impact de - 31 K€ traité en capitaux propres et de + 882 K€ sur le résultat. En conséquence, l'impact net des écarts de conversion, en résultat, compte-tenu de la nouvelle monnaie fonctionnelle, est de + 25 K€.

La variation des écarts de conversion constatée entre 2008 et 2009 pour + 237 K€ s'explique principalement par la différence de cours de change de la devise polonaise, entre le cours moyen 2008 à 3.77PLN et le cours de clôture 2009 à 4.10PLN pour 1€.

6.6.12. Passifs financiers

■ Emprunts et dettes financières non courants (en K€)

	Emprunts auprès des établissements de crédit	Dettes auprès des actionnaires	Autres	Total non courant
AU 1 JANVIER 2008	21 215	12 122	5 173	38 510
Changement de méthode	-	-	-	-
Augmentation	2 565	-	1 189	3 754
Diminution	-	-	- 83	- 83
Variation de périmètre	- 1 000	-	-	- 1 000
Reclassements	- 8 695 (1)	-	- 2 554 (1)	- 11 249
Variation de change	- 328	-	- 27	- 355
AU 31 DECEMBRE 2008	13 758	12 122	3 697	29 578
Changement de méthode	-	-	-	-
Augmentation	3 500	-	539	4 039
Diminution	-	-	- 1	- 1
Variation de périmètre	-	-	-	-
Reclassements	- 6 229	-	- 1 637	- 7 866
Variations de change	19	-	5	24
AU 31 DECEMBRE 2009	11 049	12 122	2 603	25 774

(1) Les reclassements des passifs non courants vers les passifs courants sont déterminés par la part non courante, au 31 décembre 2008, des emprunts et dettes à long terme qui devient courante au 31 décembre 2009.

Les dettes auprès des actionnaires correspondent à des avances conditionnées à long terme, mises à la disposition du Groupe.

L'évaluation des emprunts à taux fixe au coût amorti, selon l'application d'un taux d'intérêt effectif, révèle une différence peu significative avec une évaluation à la valeur nominale car les frais d'émission se rattachant aux emprunts sont faibles.

Les emprunts à taux variable n'ont pas fait l'objet d'un calcul de taux d'intérêt effectif spécifique sur la base d'une courbe d'anticipation de l'évolution des taux (« courbe forward »). Le groupe a préféré retenir la dernière valeur connue de la référence de taux utilisée. Dans ce cas, le coût amorti est proche du nominal de l'emprunt en l'absence de coût transaction ou décote. Les frais d'émission sur ces emprunts ne sont pas significatifs.

Le Groupe a souscrit un emprunt de 3 500 K€ destiné à restructurer son financement d'une échéance court terme à une échéance long terme.

■ Emprunts et dettes financières courants (en K€)

	Emprunts auprès des établissements de crédit	Intérêts courus	Concours bancaires	Autres	Total courant
AU 1 JANVIER 2008	6 380	69	61 616	2 652	70 716
Changements de méthode	-	-	-	-	-
Augmentation	-	41	388	720	1 149
Diminution	- 7 286	- 69	- 21 271	- 2 871	- 31 496
Variation de périmètre	- 517	-	- 1 398	-	- 1 915
Reclassements	8 695	-	-	2 662	11 356
Variation de taux de change	- 85	-	- 227	- 6	- 318
AU 31 DECEMBRE 2008	7 187	41	39 108	3 157	49 493
Changement de méthode	-	-	-	-	-
Augmentation	-	15	3 373	4	3 392
Diminution	- 7 193	- 41	- 11 392	- 3 170	- 21 796
Variation de périmètre	-	-	-	-	-
Reclassements	6 229	-	-	1 637	7 866
Variation de taux de change	6	-	-	1	7
AU 31 DECEMBRE 2009	6 229	15	31 089	1 629	38 963

La fraction à moins d'un an des emprunts et des dettes financières est présentée en passif courant.

La rubrique « autres » correspond pour l'essentiel aux dettes, contreparties de l'activation des contrats de location-financement.

Le désendettement du Groupe est lié au dégageant de trésorerie de l'activité sur l'exercice 2009.

■ Ventilation des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (en K€)

	Non courant		Courant	
	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2008
Pôle SICAL	3 175	3 077	8 952	18 468
Pôle AFRIQUE	1 042	1 737	13 234	9 847
Pôle ROUMANIE	5 714	7 143	9 282	11 004
Pôle KADEM	-	188	2 727	2 991
Pôle VALSCIUS	-	-	2 617	3 502
Pôle RAWIBOX	1 118	1 614	522	524
TOTAL	11 049	13 758	37 333	46 336

(y compris les découverts bancaires)

La hausse des emprunts et dettes courants du pôle Afrique correspond notamment au financement de l'activité de Sonapack.

■ Durée restant à courir des emprunts (en K€)

	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	31/12/2009
	Pôle SICAL	3 411	3 175	-
Pôle AFRIQUE	695	1 042	-	1 737
Pôle ROUMANIE	1 429	5 714	-	7 143
Pôle KADEM	188	-	-	188
Pôle VALSCIUS	-	-	-	-
Pôle RAWIBOX	522	1 118	-	1 640
TOTAL	6 244	11 049	-	17 293

(hors découverts bancaires)

■ Ventilation des emprunts par taux (en K€)

Emprunts auprès des établissements de crédits	Taux variable	Taux fixe
Au 31 décembre 2008	16 028	4 917
Au 31 décembre 2009	14 524	2 754
Variation 2009/2008	- 1 505	- 2 163

(hors intérêts courus sur emprunts)

■ Engagements donnés (en K€)

ENGAGEMENTS DONNES	31/12/2009	31/12/2008
Emprunts garantis par une sûreté réelle	8 839	8 538
Cautions	17 389	20 982
Autres	1 752	1 824
TOTAL	27 980	31 345

Les autres engagements pour 1 752 K€ correspondent à des engagements d'achats auprès de fournisseurs en contrepartie d'engagements de fournitures et de la mise à disposition de matériel.

■ Engagements reçus (en K€)

ENGAGEMENTS RECUS	31/12/2009	31/12/2008
Emprunts garantis par une sûreté réelle	-	-
Cautions	-	-
Autres	1 752	1 824
TOTAL	1 752	1 824

6.6.13. Analyse de l'endettement financier net

■ Emprunts et dettes financières (en K€)

ENDETTEMENT NET	31 décembre 2009	31 décembre 2008	Variation 2009/2008
Partie à long terme des dettes financières	13 652	17 456	- 3 804
Partie à court terme des dettes financières	7 874	10 385	- 2 511
Emprunts à moins d'un an et banques créditrices	31 089	39 108	- 8 019
Total dettes brutes	52 614	66 949	- 14 335
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 983	3 284	+ 2 699
Actifs financiers à la juste valeur	-	21	- 21
Placements détenus jusqu'à leur échéance	692	2 617	- 1 925
Créances financées	10 651	7 596	+ 3 055
TOTAL NET	35 288	53 430	- 18 142

La trésorerie générée sur l'exercice a permis un désendettement progressif.

Une partie de la dette à court terme a été octroyée grâce à la mobilisation de créances recouvrables.

L'endettement long terme représente 61% de l'endettement financier net en 2009 contre 52% au 31 décembre 2008.

6.6.14. Provision pour engagement de retraite

■ Evolution de l'engagement

Comme en 2008, toutes les provisions pour engagements de retraites comptabilisées au 31 décembre 2009 sont conformes à IAS 19.

(en K€)	Engagements de retraite	Total non courant	Total courant
AU 1 JANVIER 2008	3 268	3 071	197
Droits acquis au cours de l'exercice	102	101	1
Charges d'intérêts	92	92	-
Variation de périmètre	- 1 079	- 1 062	- 17
Changement réglementation	-	-	-
Ecart actuariels	- 7	- 7	-
Paievements de prestation	- 234	- 55	- 180
Ajustement	-	-	-
Transfert	-	- 21	21
AU 31 DECEMBRE 2008	2 142	2 120	22
Droits acquis au cours de l'exercice	132	132	-
Charges d'intérêts	86	86	-
Variation de périmètre	-	-	-
Changement réglementation	-	-	-
Ecart actuariels	282	282	-
Paievements de prestation	- 315	- 293	- 22
Ajustement	-	-	-
Transfert	-	-223	223
AU 31 DECEMBRE 2009	2 328	2 105	223

Les provisions pour engagements de retraite au 31 décembre 2009 sont non courantes pour 2 105 K€ et courantes pour 223 K€.

■ Hypothèses moyennes pondérées retenues pour le calcul de la charge d'indemnité de départ en retraite

	2009	2008
Taux d'actualisation	5.35%	6.31%
Taux d'augmentation des salaires	2.09%	2.27%
Turn over	4.30%	4.27%

Le taux d'actualisation de 5.35% est la moyenne, pondérée par le montant des engagements de chaque unité, du taux Market € Iboxx Corporate AA + 10 ans (5.09%) et du taux de rendement des obligations de première catégorie en Côte d'Ivoire (6.95%).

Un test de sensibilité a été mené sur la base de taux d'actualisation à 4.58% et 5.60% (+/- 0.5 point) ; ce test révèle des écarts actuariels non significatifs, qui s'élèvent respectivement à + 91 K€ et - 83 K€.

6.6.15. Autres provisions

(en K€)

	Provisions pour litiges	Provisions pour risques	Provisions pour charges	Total
AU 1 JANVIER 2008	822	344	531	1 697
Dotations	165	2 536	29	2 729
Reprises	- 620	- 37	- 43	- 700
Reprises non utilisées	- 111	- 11	- 8	- 129
Reclassements	-	-	-	-
Variation de change	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-
AU 31 DECEMBRE 2008	257	2 832	509	3 597
Dotations	487	5	963	1 455
Reprises	- 48	- 834	- 6	- 888
Reprises non utilisées	- 194	- 26	- 31	- 251
Reclassements	-	-	-	-
Variation de change	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-
AU 31 DECEMBRE 2009	502	1 978	1 433	3 913

Au 31 décembre 2009, Sical a provisionné un litige prudhommal pour 480 K€ et le plan de sauvegarde de l'emploi des établissements Valscius pour 853 K€.

6.6.16. Litiges et passifs éventuels

Dans le cadre de la privatisation de la Société AMBRO, ROMCARTON a conclu, en mars 1996, un contrat avec le Fonds de Propriété de l'Etat (FPS) par lequel ROMCARTON s'engageait à acquérir la majorité de la Société AMBRO et à réaliser dans cette dernière des investissements d'un montant total de 34 800 000 USD sur une période de 5 ans (1996-2000).

Le 4 avril 2007, la Cour d'Appel de BUCAREST a prononcé une décision, s'appuyant sur l'ordonnance 25 du 31 janvier 2002, par laquelle la Société ROMCARTON est condamnée à payer à l'AVAS, un montant de 5 575 901 USD.

Début avril 2008, la Cour de Cassation de BUCAREST a annulé la décision de la Cour d'Appel.

La nouvelle instance d'appel saisie a diligenté une expertise qui conclut, dans son rapport en date du 15 février 2010, au respect des engagements contractuels pour la période litigieuse 1997-2000 ; aucune action n'a été engagée pour l'année 1996.

En conséquence, la Société ROMCARTON estime que ce risque n'a pas lieu d'être provisionné et demeure un passif éventuel en application de la norme IAS 37.

6.6.17. Dettes fournisseurs et autres dettes

■ Ventilation par nature des dettes fournisseurs et autres dettes (en K€)

	Non courant		Courant	
	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2008
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	-	27 329	30 893
Dettes sur immobilisations	-	-	1 466	560
Total des dettes fournisseurs et autres dettes	-	-	28 795	31 453
Dettes d'impôt exigible	-	-	838	243
Dépôts et cautionnements reçus	-	-	-	-
Avances et acomptes reçus	-	-	271	326
Dettes fiscales et sociales	-	-	9 317	9 032
Autres dettes	1	1	1 929	2 068
Produits constatés d'avance	481	522	613	3 796
Total des autres dettes à moins d'un an	482	523	12 130	15 222
DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES	482	523	41 753	46 918

En 2009, les dettes fournisseurs et comptes rattachés sont en repli de 3 564 K€ par rapport à 2008, avec des baisses de 2 472 K€ chez Sonaco et 2 314 K€ chez Sical, compensées notamment par la hausse de 592 K€ chez Sonapack, compte tenu du développement de son activité.

La baisse des produits constatés d'avance s'explique par l'absence en 2009 d'un solde de 2 780 K€ présent en 2008 qui concernait la cession d'une machine à papier d'Ambro.

6.7. Compte de résultat

6.7.1. Résultat opérationnel

■ Détail du résultat opérationnel (en K€)

	31/12/2009	31/12/2008
Chiffre d'affaires	173 856	202 504
Achats consommés	- 78 913	- 99 374
Variation des stocks	- 394	1 762
Charges de personnel	- 39 198	- 37 844
Charges externes	-36 263	- 43 738
Impôts et taxes	- 4 928	- 3 998
Dotations aux amortissements *	- 7 707	- 8 491
Autres produits et charges d'exploitation	3 784	4 752
MARGE OPERATIONNELLE	10 237	15 573
Reprises de provisions	584	616
Abandon de créances	-	164
Résultat sur cession d'actifs	- 211	6 452
Reprise des écarts d'acquisition négatifs en résultat	437	1 302
Dotations aux provisions	- 1 702	- 3 332
RESULTAT OPERATIONNEL	9 346	20 774

* Dont Amortissements des immobilisations incorporelles identifiables 156 170

La marge opérationnelle est composée des ventes réalisées au cours de l'exercice, diminuées des charges y afférant directement.

Le chiffre d'affaires du groupe est en baisse de 28 648 K€ par rapport à l'exercice 2008, soit - 14%, consécutivement à la contraction des marchés.

La marge opérationnelle de 15 573 K€ au 31 décembre 2008 s'établit à 10 237 K€ au 31 décembre 2009, notamment grâce à une baisse des achats consommés plus importante que celle du chiffre d'affaires (-21%).

Contrairement à 2008, le Groupe a procédé à un déstockage pour - 394 K€ au 31 décembre 2009. En 2008, le rachat des titres des minoritaires d'Ambro avait permis l'amélioration du résultat opérationnel, par le biais des produits d'écarts d'acquisition négatifs.

En 2009, le résultat sur cession d'actifs est négatif à - 211 K€ suite à la cession du site de Sonapack (- 129 K€) et à des mises au rebut d'actifs dans les autres sociétés du Groupe, alors qu'en 2008, il était formé principalement de la plus-value de cession de plus de 6 M€ sur la filiale italienne Cartonbox.

6.7.2. Coût de l'endettement net

■ Détails (en K€)

	31/12/2009	31/12/2008
Charges d'intérêts	- 3 485	- 5 850
Charges financières sur instruments dérivés	-	-
Produits d'intérêts	148	130
Différences négatives et positives de change (1)	- 631	- 1 479
COUT DE L'ENDETTEMENT NET	- 3 968	- 7 199

(1) correspondent à des éléments tant financiers que d'exploitation

Le coût de l'endettement financier net regroupe d'une part, les intérêts sur emprunts et autres dettes financières, ainsi que la charge financière liée aux instruments dérivés et d'autre part, les revenus sur participations.

En 2009, le coût de l'endettement financier net est en net recul (- 45%) par rapport à 2008, alors qu'il était en progression de 10% entre 2007 et 2008.

La baisse sensible des taux d'intérêts et le désendettement du Groupe en 2009 amorcés au second semestre 2008 ont permis la baisse des charges d'intérêts de 2 365 K€ sur les découverts bancaires et les emprunts à taux variables.

Le changement de monnaie fonctionnelle de la société Sonapack a eu un impact positif de 882 K€ sur les différences négatives et positives de change.

6.8. Autres informations

6.8.1. Effectif du groupe

	31/12/2009	31/12/2008
Cadres	118	105
Agents de maîtrise et employés	1 647	1 654
EFFECTIF	1 764	1 759

6.8.2. Impôts

■ Bilan Actif (en K€)

	31/12/2009	31/12/2008
ACTIF NON COURANT		
Impôt différé	-	-
Autres actifs non courants	-	-
ACTIF COURANT		
Créance d'impôt exigible	171	874
TOTAL ACTIF	171	874

■ Bilan Passif (en K€)

	31/12/2009	31/12/2008
CAPITAUX PROPRES		
Résultat - Part du groupe	-	-
Autres - Part du groupe	-	-
Résultat - Intérêts minoritaires	-	-
Autres - Intérêts minoritaires	-	-
PASSIF NON COURANT		
Impôt différé	7 783	8 066
Dettes d'impôt exigible	-	-
Autres passifs non courant	-	-
PASSIF COURANT		
Dettes d'impôt exigible	828	243
Autres passifs courant	-	-
TOTAL PASSIF	8 611	8 309

■ Créance d'impôt (en K€)

	Courant		Non courant	
	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2008
CREANCE D'IMPOT EXIGIBLE NETTE	- 657	631	-	-

■ Analyse de la charge d'impôt (en K€)

	Impôt	Impôt
	2009	2008
Résultat avant impôt et résultat des mises en équivalence	6 873	13 579
Taux d'impôt en France	33.33%	33.33%
Impôt au taux normal	2 291	4 526
Différences permanentes et écart de taux d'impôts entre pays	- 527	- 3 046
Déficits activés	- 627	11
Déficits non activés	- 797	- 1 109
Résultats taxables à un taux différent du taux normal	-	-
Impôt au taux normal d'imposition	340	382
Impôt au taux réduit	0	0
Autres impôts	317	27
Charges d'impôts du groupe	657	409

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé.

Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres et non dans le compte de résultat.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale et un même taux.

La charge d'impôt du groupe en 2009 est de 657 K€, contre 409 K€ en 2008.

6.8.3. Résultat net par action

■ Résultat de base par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, au cours de l'exercice.

■ Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulteraient de la conversion de toutes les actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif.

La société n'a pas émis à ce jour d'instrument financier à caractère dilutif.

	31/12/2009	31/12/2008
<u>Numérateur</u>		
Résultat net part du groupe (en K€)	4 728	13 236
<u>Dénominateur</u>		
Nombre moyen d'actions pondéré avant effet dilutif	3 665 265	3 646 128
Effet des actions dilutives		
<i>Options de souscription d'actions</i>	<i>N/A</i>	<i>N/A</i>
<i>Bons de souscription d'actions</i>	<i>N/A</i>	<i>N/A</i>
Effet dilutif potentiel total		
Nombre moyen d'actions pondéré après effet dilutif	3 665 265	3 646 128
R.N.P.G. NON DILUE PAR ACTION (en €)	1.29	3.63
R.N.P.G. DILUE PAR ACTION (en €)	1.29	3.63

La société Sical a procédé à une distribution de dividendes d'un montant total de 729 K€ en 2009.

6.8.4. Parties liées

■ Actionnariat de SICAL SA

Détenteurs	Au 31 décembre 2009		Au 31 décembre 2008	
	Nombre d'actions	Pourcentages de détention	Nombre d'actions	Pourcentages de détention
Société Sofpo	2 363 746	64.49%	2 012 882	55.21%
Société Rossmann	0	0%	948 049	26.00%
Société Celta	874 204	23.85%	248 825	6.82%
Autres	427 315	11.66%	436 372	11.97%
TOTAL	3 665 265	100.00%	3 646 128	100.00%

■ Transactions avec des parties liées

Les parties liées s'entendent, au cas particulier, comme étant des personnes morales dont les dirigeants sont communs avec ceux de la société.

Ventes de biens et de services (en K€)

	31/12/2009	31/12/2008
Celta	546	878
Diné	5	5
Frutipack	999	1 187
Ondul'Yonne	563	517
Papeteries de Giroux	8	35
Rossmann	61	326
Sofpo	71	689
Sorest	1	5
TOTAL	2 254	3 642

Achats de biens et de services (en K€)

	31/12/2009	31/12/2008
Celta	2 444	5 303
Diné	56	32
Frutipack	8	10
Ondul'Yonne	186	312
Papeteries de Giroux	110	- 24
Rossmann	3 114	4 176
Sofpo	131	393
Sorest	-	1
TOTAL	6 049	10 203

Rémunérations des principaux dirigeants (en K€)

	31/12/2009	31/12/2008
Rémunérations	1 782	1 678
Charges sociales	610	629
Jetons de présence	87	82
Avantages postérieurs à l'emploi	64	466
REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS	2 544	2 455

Soldes de clôture liés à l'achat et la vente de biens et de services (en K€)

Créances sur les parties liées	31/12/2009	31/12/2008
Celta	441	656
Diné	-	-
Frutipack	286	304
Ondul'Yonne	130	323
Papeteries de Giroux	2	1
Rossmann	518	223
Sofpo	47	251
Sorest	-	2
TOTAL	1 424	1 761

Dettes sur les parties liées	31/12/2009	31/12/2008
Celta	1 956	2 382
Diné	99	40
Frutipack	1	1
Ondul'Yonne	198	280
Papeteries de Giroux	134	122
Rossmann	2 335	2 530
Sofpo	265	228
Sorest	22	1
TOTAL	5 010	5 584

Comme en 2008, il n'existe pas de prêt consentis à des parties liées au 31 décembre 2009.

Total des prêts obtenus des parties liées (en K€)

	31/12/2009	31/12/2008
A l'ouverture	12 905	12 183
Prêts obtenus durant l'exercice	400	600
Remboursements effectués	-	-
Incorporation au capital	-	-
Autres	-	-
Intérêts de la période	522	506
Intérêts payés	- 705	- 385
A la clôture	13 122	12 905

6.8.5. Honoraires des commissaires aux comptes

(en K€)	Au 31 décembre 2009	Au 31 décembre 2008
Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	457	451
Honoraires facturés au titre des conseils et prestations entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes	4	17
Total des honoraires facturés	460	468

6.8.6. Evénements postérieurs à la clôture

- Réunis le 17 décembre 2009 en Assemblée Générale, les actionnaires de la société Sical ont décidé de transférer la cotation des titres Sical du marché Euronext vers le marché Alternext. Le Conseil d'Administration du 29 avril 2010, dûment mandaté à cet effet, a décidé d'engager la procédure de transfert.

6.9. Risques portés par les instruments financiers

6.9.1. Analyse des covenants

Les emprunts souscrits par le Groupe et portés par les entités Sical, Ambro et Sonaco font l'objet d'une clause de remboursement anticipé liée à des ratios d'endettement financier et d'autofinancement.

La plupart des emprunts souscrits par la société Sical nécessitent le respect d'un ratio d'endettement global et d'un ratio d'endettement calculé en fonction de la capacité d'autofinancement.

Les emprunts souscrits par les sociétés Ambro et Sonaco nécessitent le respect d'un ratio d'endettement à moyen et long terme.

Le non respect de ces ratios a pour effet de suspendre les lignes de crédit et d'entraîner le remboursement anticipé des tirages effectués, et en conséquence de rendre les emprunts exigibles à court terme.

A la clôture des comptes, le Groupe respecte la totalité des covenants conclus pour l'ensemble des lignes de crédit.

6.9.2. Résultat des instruments financiers

■ Résultat des instruments financiers au 31 décembre 2009

Au 31 décembre 2009 (En K€)	Juste valeur par le biais du résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti
Produits d'intérêts	-	-	-	-
Charges d'intérêts	-	-	-	- 3 485
Profits nets de cession	-	-	-	-
Pertes nettes de cession	-	-	-	-
Réévaluation				
- Capitaux propres	-	-	-	-
- Résultat	22	-	-	-
Profits	-	-	614	-
Pertes	-	-	- 1 431	-
Résultat des instruments financiers	22	-	- 817	- 3 485

Les profits sur prêts et créances correspondent aux reprises de provisions sur créances, utilisées ou non utilisées. Les pertes sur prêts et créances correspondent aux pertes sur créances irrécouvrables, aux dotations aux provisions sur créances, ainsi qu'aux escomptes accordés.

■ Résultat des instruments financiers au 31 décembre 2008

Au 31 décembre 2008 (En K€)	Juste valeur par le biais du résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti
Produits d'intérêts	3	-	-	-
Charges d'intérêts	-	-	-	- 5 850
Profits nets de cession	-	-	-	-
Pertes nettes de cession	-	-	-	-
Réévaluation				
- Capitaux propres	38	-	-	-
- Résultat	- 38	-	-	-
Profits	-	-	916	-
Pertes	-	-	- 2 123	-
Résultat des instruments financiers	3	-	- 1 207	- 5 850

Les profits sur prêts et créances correspondent aux reprises de provisions sur créances, utilisées ou non utilisées. Les pertes sur prêts et créances correspondent aux pertes sur créances irrécouvrables, aux dotations aux provisions sur créances, ainsi qu'aux escomptes accordés.

6.9.3. Echancier des actifs passifs financiers

Au 31 décembre 2009 (en K€)	Valeur au bilan	Valeur comptable au bilan					
		- 1 an	à 2 ans	à 3 ans	à 4 ans	à 5 ans	+ 5 ans
Titres de participation	-	-	-	-	-	-	-
Participation dans les entreprises associées	-	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	-	-
Comptes courants groupe	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers	551	-	172	133	163	-	83
Prêts et créances	3	-	3	-	-	-	-
Autres actifs non courants	13	-	13	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés actifs	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers non courants	568	-	188	133	163	-	83
Créances clients et autres créances	41 954	41 954	-	-	-	-	-
Autres créances courantes	9 447	9 447	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers courants	202	202	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	28	28	-	-	-	-	-
Equivalent trésorerie	-	-	-	-	-	-	-
Trésorerie	5 983	5 983	-	-	-	-	-
Actifs financiers courants	57 614	57 614	-	-	-	-	-
Total Actif financier	58 181	57 614	188	133	163	-	83
Emprunts et dettes financières non courants	2 603	-	901	639	57	6	1 000
Emprunts auprès des établissements de crédit	11 049	-	3 654	2 889	2 377	2 129	-
Dettes auprès des actionnaires	12 122	-	-	-	-	-	12 122
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Autres dettes non courantes	482	-	41	41	41	41	320
Instruments financiers dérivés	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers non courants	26 256	0	4 596	3 569	2 475	2 176	13 442
Emprunts et dettes financières courants	1 630	1 630	-	-	-	-	-
Emprunt auprès des établissements de crédit	6 229	6 229	-	-	-	-	-
Intérêts courus	15	15	-	-	-	-	-
Concours bancaires	31 089	31 089	-	-	-	-	-
Comptes courants	-	-	-	-	-	-	-
Autres dettes financières	-	-	-	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et autres dettes	28 795	28 795	-	-	-	-	-
Comptes mandants créditeurs	-	-	-	-	-	-	-
Dettes auprès des actionnaires	-	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés passifs	7	7	-	-	-	-	-
Passifs financiers	12 123	12 123	-	-	-	-	-
Passifs financiers courants	79 888	79 888	-	-	-	-	-
Total Passif financier	106 144	79 888	4 596	3 569	2 475	2 176	13 442

6.9.4. Classement des actifs passifs financiers par catégorie définie par IAS 39

■ Classement des actifs passifs financiers au 31 décembre 2009

Au 31 décembre 2009 (en K€)	Valeur au bilan	Juste valeur par le biais du résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Actifs détenus jusqu'à échéance
Titres de participation	-	-	-	-	-	-
Participation dans les entreprises associées	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	-
Comptes courants groupe	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers	551	-	48	-	-	503
Prêts et créances	3	-	-	3	-	-
Autres actifs non courants	13	-	-	13	-	-
Instruments financiers dérivés actifs	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers non courants	568	-	48	16	-	503
Créances clients et autres créances	41 954	-	-	41 954	-	-
Autres créances courantes	9 447	-	-	9 447	-	-
Autres actifs financiers courants	202	-	-	13	-	189
Instruments dérivés	28	28	-	-	-	-
Equivalent trésorerie	-	-	-	-	-	-
Trésorerie	5 983	5 983	-	-	-	-
Actifs financiers courants	57 614	6 011	0	51 414	-	189
Total Actif financier	58 181	6 011	48	51 430	-	692
Emprunts et dettes financières non courants	2 603	-	-	-	2 603	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	11 049	-	-	-	11 049	-
Dettes auprès des actionnaires	12 122	-	-	-	12 122	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Autres dettes non courantes	482	-	-	-	482	-
Instruments financiers dérivés	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers non courants	26 256	-	-	-	26 256	-
Emprunts et dettes financières courants	1 630	-	-	-	1 630	-
Emprunt auprès des établissements de crédit	6 229	-	-	-	6 229	-
Intérêts courus	15	-	-	-	15	-
Concours bancaires	31 089	-	-	-	31 089	-
Comptes courants	-	-	-	-	-	-
Autres dettes financières	-	-	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et autres dettes	28 795	-	-	-	28 795	-
Comptes mandants créditeurs	-	-	-	-	-	-
Dettes auprès des actionnaires	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés passifs	6	-	-	-	6	-
Passifs financiers	12 123	-	-	-	12 123	-
Passifs financiers courants	79 888	-	-	-	79 888	-
Total Passif financier	106 144	-	-	-	106 144	-

■ Classement des actifs passifs financiers au 31 décembre 2008

Au 31 décembre 2008 (en K€)	Valeur au bilan	Juste valeur par le biais du résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Actifs détenus jusqu'à échéance
Titres de participation	-	-	-	-	-	-
Participation dans les entreprises associées	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	-
Comptes courants groupe	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers	686	-	51	-	-	636
Prêts et créances	16	-	-	16	-	-
Autres actifs non courants	15	-	-	15	-	-
Instruments financiers dérivés actifs	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers non courants	717	-	51	31	-	636
Créances clients et autres créances	45 950	-	-	45 950	-	-
Autres créances courantes	12 859	-	-	12 859	-	-
Autres actifs financiers courants	2 013	21	-	10	-	1 982
Instruments dérivés	-	-	-	-	-	-
Equivalent trésorerie	-	-	-	-	-	-
Trésorerie	3 284	3 284	-	-	-	-
Actifs financiers courants	64 107	3 284	-	58 820	-	1 982
Total Actif financier	64 283	3 305	51	58 850	-	2 617
Emprunts et dettes financières non courants	3 697	-	-	-	3 697	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	13 758	-	-	-	13 758	-
Dettes auprès des actionnaires	12 122	-	-	-	12 122	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Autres dettes non courantes	523	-	-	-	523	-
Instruments financiers dérivés	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers non courants	30 100	-	-	-	30 100	-
Emprunts et dettes financières courants	3 157	-	-	-	3 157	-
Emprunt auprès des établissements de crédit	7 187	-	-	-	7 187	-
Intérêts courus	41	-	-	-	41	-
Concours bancaires	39 108	-	-	-	39 108	-
Comptes courants	-	-	-	-	-	-
Autres dettes financières	-	-	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et autres dettes	31 453	-	-	-	31 453	-
Comptes mandants créditeurs	-	-	-	-	-	-
Dettes auprès des actionnaires	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés passifs	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers	15 222	-	-	-	15 222	-
Passifs financiers courants	96 169	-	-	-	96 169	-
Total Passif financier	126 269	-	-	-	126 269	-

6.9.5. Engagements hors bilan par échéance

(en K€)	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Engagements donnés							
- Suretés réelles	4 674	1 447	1 232	786	700	-	-
- Garanties	-	-	-	-	-	-	-
- Cautions	11 644	1 459	1 429	1 429	1 429	-	-
- Créances cédées en garantie	-	-	-	-	-	-	-
- Engagement d'achat	775	716	261	-	-	-	-
Total engagements donnés	17 093	3 623	2 922	2 215	2 129	-	-
Engagements reçus							
- Cautions reçues	-	-	-	-	-	-	-
- Lignes de crédit confirmées	-	-	-	-	-	-	-
- Engagement de fourniture	775	716	261	-	-	-	-
Total engagements reçus	775	716	261	-	-	-	-

6.9.6. Maturité des dettes financières sur la base des paiements contractuels

■ Maturité des dettes financières non courantes

(en K€)	Valeur bilan au 31/12/2009	Nominal et intérêts futurs	à - de 2 ans	à - de 3 ans	à - de 4 ans	à - de 5 ans	à + de 5 ans	Dettes conditionnées
Emprunts et dettes financières non courants								
- Emprunts auprès des établissements de crédit	11 049	11 913	4 115	3 125	2 502	2 171	-	-
> Nominal	11 049	11 049	3 654	2 889	2 378	2 128	-	-
> Charges financières futures	-	864	461	236	124	43	-	-
- Emprunts en crédit-bail	1 411	1 503	876	600	23	6	-	-
> Nominal	1 411	1 411	806	578	22	6	-	-
> Charges financières futures	-	92	69	22	1	-	-	-
- Dettes auprès des actionnaires	12 122	12 122	-	-	-	-	-	12 122
- Autres dettes financières	1 192	1 418	145	111	82	40	1 040	-
> Nominal	1 192	1 192	95	61	36	-	1 000	-
> Charges financières futures	-	226	50	50	46	40	40	-
Total passifs non courants	25 774	26 956	5 136	3 836	2 606	2 217	1 040	12 122

■ Maturité des dettes financières courantes

(en K€)	Valeur bilan au 31/12/2009	Nominal et intérêts futurs	< 1 mois	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois
Emprunts et dettes financières courants						
- Emprunts auprès des établissements de crédit	6 229	6 825	642	1 263	1 865	3 054
> Nominal	6 229	6 229	588	1 134	1 711	2 795
> Charges financières futures	-	596	54	129	154	259
- Intérêts courus	15	15	15	-	-	-
- Concours bancaires	31 089	31 089	3 575	14 785	3 794	8 937
- Emprunts en crédit-bail	1 569	1 712	198	293	445	775
> Nominal	1 569	1 569	183	262	406	717
> Charges financières futures	-	143	15	31	39	58
- Autres dettes financières	61	111	6	12	18	76
> Nominal	61	61	5	10	15	31
> Charges financières futures	-	50	1	2	3	45
Total passifs courants	38 963	39 753	4 437	16 353	6 122	12 841

Le groupe SICAL n'a pas de dettes qui revêtent la forme de prêts participatifs ou de comptes courants.

6.9.7. Variation des provisions sur créances clients et autres créances

(en K€)	31/12/2008	Dépréciations ou perte de valeur	Reprise de dépréciations	Reprise de dépréciation non consommées	Variation de périmètre	Ecart de conversion	31/12/2009
Provisions sur créances clients	4 490	690	- 383	- 211	-	- 31	4 556
Provisions sur autres créances	67	-	-	- 20	-	-	47
Total	4 557	690	- 383	- 231	-	- 31	4 602

La nature et les échéances de règlement des créances ne justifient pas une actualisation des créances.

6.9.8. Créances clients en souffrance

Créances clients (en K€)	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Valeur brute au bilan	46 509	50 440
Provision hors groupe	- 4 556	- 4 490
Valeur nette comptable hors groupe	41 954	45 950
<i>Dont :</i>		
Dans les délais	30 589	30 944
Retard < 30 jours	5 167	7 291
Retard compris entre 30 et 60 jours	3 657	3 268
Retard compris entre 60 et 90 jours	1 188	1 721
Retard compris entre 3 et 6 mois	1 142	1 104
Retard > 6 mois	4 767	6 112
Provision hors groupe	- 4 556	- 4 490
Valeur nette hors groupes	41 954	45 950

6.10. Secteurs opérationnels

Le groupe SICAL n'a pas anticipé l'application de la norme IFRS 8 et l'a appliqué pour la première fois à ses comptes intermédiaires du 30 juin 2009.

Cette norme conduit le Groupe à fournir une information en fonction de secteurs opérationnels. Un secteur opérationnel constitue un regroupement d'activités susceptibles de percevoir des produits et de supporter des charges. Chaque secteur opérationnel dispose d'un outil de reporting disponible et individualisé et est placé sous la responsabilité d'un décideur opérationnel en charge de prendre des décisions quant aux ressources à affecter au secteur et d'en évaluer les performances. La répartition du chiffre d'affaires, des investissements et des passifs par secteur opérationnel doit correspondre à la gestion interne du Groupe. Le Groupe a retenu une segmentation adossée sur l'organigramme du périmètre de consolidation et est en mesure d'identifier à ce jour six segments opérationnels portés par les principales filiales du groupe et représentant au moins 75% des produits consolidés. Cette répartition est cohérente avec l'identification des unités génératrices de trésorerie (UGT), qui correspondent aux filiales.

6.10.1. Secteurs opérationnels du compte de résultat

■ Compte de résultat par secteurs opérationnels au 31 décembre 2009 (en K€)

	Pôle Sical	Pôle Afrique	Pôle Roumanie	Pôle Kadem	Pôle Valscius	Pôle Rawibox	Inter- Pôle	Total groupe
Chiffre d'affaires	67 271	32 962	28 807	16 989	20 692	10 185	- 3 049	173 856
Coût des biens (et services) vendus	- 22 161	- 22 727	- 13 970	- 8 072	- 9 219	- 5 007	1 849	- 79 307
Frais généraux et commerciaux	- 38 783	- 8 981	- 12 418	- 8 573	- 12 726	- 4 031	1 200	- 84 312
MARGE OPERATIONNELLE	6 326	1 254	2 419	344	- 1 253	1 146	-	10 237
Autres produits opérationnels	619	217	1 532	849	138	21	- 2 343	1 033
Autres charges opérationnelles	- 3 042	- 298	- 49	- 17	- 858	- 3	2 343	- 1 924
RESULTAT OPERATIONNEL	3 903	1 174	3 902	1 176	- 1 973	1 165	-	9 346
Autres produits et charges nets	- 95	16	- 482	-	-	- 47	-	- 609
Produits sur prêts et placements de trésorerie	274	-	83	-	-	17	- 249	126
Charges de financement	- 1 025	- 1 239	- 780	- 446	- 130	- 113	249	- 3 485
RESULTAT AVANT IMPOT	3 056	- 49	2 722	730	- 2 103	1 021	-	5 377
Impôts courants	- 706	- 97	- 6	-	-	- 210	-	- 1 019
Impôts différés	242	45	75	-	- 6	3	-	359
RESULTAT NET	2 592	- 101	2 791	730	- 2 109	814	-	4 717
RESULTAT NET PART DU GROUPE (a)	2 608	- 97	2 791	723	2 109	812	-	4 728
- Part des minoritaires (b)	- 16	- 4	-	7	-	2	-	- 11

■ Informations par zones géographiques au 31 décembre 2009 (en K€)

Zones géographiques	Afrique	Europe	France	Inter - zone	Total
Chiffre d'affaires	32 962	66 968	82 603	- 8 678	173 856
Résultat net groupe	- 97	4 346	479	-	4 728

■ Compte de résultat par secteurs opérationnels au 31 décembre 2008 (en K€)

	Pôle Sical	Pôle Afrique	Pôle Roumanie	Pôle Kadem	Pôle Valscius	Pôle Rawibox	Inter- Pôle	Total groupe
Chiffre d'affaires	80 211	29 831	37 462	19 201	26 702	14 199	- 5 102	202 504
Coût des biens (et services) vendus	- 31 614	- 19 726	- 17 896	- 10 577	- 13 191	- 7 432	2 825	- 97 612
Frais généraux et commerciaux	- 41 338	- 8 855	- 13 943	- 9 258	- 13 369	- 4 833	2 277	- 89 320
MARGE OPERATIONNELLE	7 259	1 250	5 623	- 634	141	1 934		15 573
Autres produits opérationnels	8 779	315	4 264	1130	89	86	- 4 730	9 933
Autres charges opérationnelles	- 5 045	- 1 432	- 2 933	-	-50	-	4 730	- 4 731
RESULTAT OPERATIONNEL	10 993	133	6 953	496	180	2 020	-	20 774
Autres produits et charges nets	- 3	- 283	- 1 239	-	-	8	-	- 1 517
Produits sur prêts et placements de trésorerie	82	51	3	13	-	17	-	167
Charges de financement	- 2 234	- 891	- 1 688	- 414	- 341	- 282	-	- 5 850
RESULTAT AVANT IMPOT	8 838	- 990	4 030	95	-161	1 763	-	13 575
Impôts courants	- 146	- 87	- 51	-	14	- 332	-	- 602
Impôts différés	108	- 94	81	-	- 5	103	-	194
RESULTAT NET	8 800	- 1 171	4 060	95	- 152	1 534	-	13 167
RESULTAT NET PART DU GROUPE (a)	8 731	- 1 012	4 060	94	- 135	1 498	-	13 236
- Part des minoritaires (b)	69	- 159	-	1	- 17	37	-	-69

■ Informations par zones géographiques au 31 décembre 2008 (en K€)

Zones géographiques	Afrique	Europe	France	Inter - zone	Total
Chiffre d'affaires	29 831	83 722	101 155	- 12 204	202 504
Résultat net groupe	- 1 012	5 763	8 485	-	13 236

6.10.2. Secteurs opérationnels du bilan

■ Bilan par secteurs opérationnels au 31 décembre 2009

	Pôle Sical	Pôle Afrique	Pôle Roumanie	Pôle Kadem	Pôle Valscius	Pôle Rawibox	Inter- Pôle	Total groupe
ACTIFS NON COURANTS	51 577	12 903	82 117	11 828	8 820	8 182	- 27 415	148 013
Ecart d'acquisition	46	-	-	2 467	2 396	415	-	5 323
Immobilisations incorporelles	342	1 020	515	109	46	18	-	2 050
Immobilisations corporelles	23 751	11 401	76 612	9 217	6 294	7 749	-	135 022
Immeubles de placement	-	-	4 965	-	84	-	-	5 049
Autres actifs non courants	27 439	483	25	36	-	-	- 27 415	568
ACTIFS COURANTS	35 419	28 120	16 866	5 732	8 050	4 447	- 12 159	86 474
Stocks et en-cours	7 172	10 993	6 278	1 255	1 978	1 013	-	28 690
Autres actifs courants	26 949	16 244	7 773	4 378	5 448	3 168	- 12 159	51 802
Trésorerie et équivalent de trésorerie	1 299	883	2 814	99	623	266	-	5 983
TOTAL ACTIF	86 996	41 023	98 983	17 561	16 870	12 629	-39 574	234 487
PASSIFS NON COURANTS	23 685	3 358	27 846	6 716	1 551	1 587	- 27 723	37 018
Emprunts et dettes financières à plus d'un an	4 155	1 273	26 957	306	1 107	1 200	- 21 346	13 652
Impôt différé passif	5 530	1 479	356	-	40	379	-	7 783
Provision pour engagement de retraite	1 476	256	-	-	364	8	-	2 105
Autres dettes non courantes	12 524	350	532	6 410	40	-	- 6 377	13 479
PASSIFS COURANTS	27 937	23 720	22 826	6 986	12 681	1 679	- 11 851	83 977
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	9 511	13 458	9 581	3 128	2 718	566	-	38 963
Dettes d'impôt exigible	615	94	1	-	-	118	-	828
Dettes fournisseurs et autres dettes	8 827	8 254	8 395	3 654	6 838	737	- 7 909	28 795
Autres passifs courants	8 984	1 914	4 849	204	3 126	257	- 3 942	15 391
PASSIF COURANT ET NON COURANT	51 622	27 078	50 672	13 701	14 232	3 265	- 39 574	120 996

■ Informations par zones géographiques au 31 décembre 2009 (en K€)

Zones géographiques	Afrique	Europe	France	Inter - zones	Total
Investissements 2009	4 917	2 047	824	-	7 788
Total actif	41 023	132 882	99 418	- 38 836	234 487

■ Bilan par secteurs opérationnels au 31 décembre 2008

	Pôle Sical	Pôle Afrique	Pôle Roumanie	Pôle Kadem	Pôle Valscus	Pôle Rawibox	Inter- Pôle	Total groupe
ACTIFS NON COURANTS	51 365	10 131	83 470	12 189	9 878	8 527	- 26 166	149 393
Ecart d'acquisition	46	-	-	2 467	2 396	410	-	5 319
Immobilisations incorporelles	617	89	377	127	58	20	-	1 288
Immobilisations corporelles	24 512	9 408	83 065	9 564	7 339	8 097	-	141 986
Immeubles de placement	-	-	-	-	84	-	-	84
Autres actifs non courants	26 190	634	28	31	-	-	-26 166	717
ACTIFS COURANTS	44 811	30 148	19 288	6 317	10 464	3 952	-16 328	98 651
Stocks et en-cours	6 966	13 805	8 224	1 385	2 413	877	-	33 671
Autres actifs courants	36 099	15 695	10 937	4 835	7 835	2 624	-16 328	61 696
Trésorerie et équivalent de trésorerie	1 745	647	127	97	217	451	-	3 284
TOTAL ACTIF	96 175	40 278	102 759	18 505	20 342	12 479	- 42 495	248 044
PASSIFS NON COURANTS	24 205	4 187	33 746	6 037	1 462	2 015	- 27 974	43 680
Emprunts et dettes financières à plus d'un an	4 584	2 138	30 195	624	808	1 704	- 22 597	17 456
Impôt différé passif	5 709	1 522	431	-	97	306	-	8 068
Provision pour engagement de retraite	1 435	263	-	-	417	5	-	2 120
Autres dettes non courantes	12 476	263	3 120	5 413	141	-	- 5 377	16 036
PASSIFS COURANTS	39 435	21 314	25 671	9 339	13 749	1 651	- 14 520	96 639
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	20 404	10 065	11 333	3 434	3 696	560	-	49 493
Dettes d'impôt exigible	37	36	-	-	-	170	-	243
Dettes fournisseurs et autres dettes	10 342	8 908	8 561	5 665	7 662	794	- 10 479	31 453
Autres passifs courants	8 653	2 305	5 776	240	2 391	127	- 4 041	15 450
PASSIF COURANT ET NON COURANT	63 640	25 501	59 417	15 376	15 212	3 666	- 42 495	140 319

■ Informations par zones géographiques au 31 décembre 2008 (en K€)

Zones géographiques	Afrique	Europe	France	Inter - zones	Total
Investissements 2008	914	1 336	998	-	3 248
Total actif	40 278	137 798	112 677	- 42 709	248 044